lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 224 — SEMAINE DU 12 AU 18 DECEMBRE 1972 — PRIX : 2 F

L'ESCROQUERIE DU PLAN GISCARD

le gouvernement ne lutte pas contre l'inflation,

il la favorise !

courrier

Ben Barka : un révolutionnaire prolétarien ?

La page que vous consacrez à l'affaire Ben Barka dans le numéro 218 de Lutte Ouvrière... **comporte plusieurs erreurs que je crois utile de relever. Pour m'en tenir tout d'abord à la personne de Ben Barka, je trouve regrettable que vous vous fassiez l'écho de bruits dont le moins qu'on puisse dire est que rien n'a permis jusqu'à présent de les vérifier. Il est pour le moins abusif d'affirmer en effet que Ben Barka ait** « contribué à mettre sur pied » **le régime qui l'a abattu, et ce en persécutant les opposants à l'Istiqlal, communistes notamment. Les persécutions auxquelles vous faites allusion ont été le fait de la droite de ce parti dont Ben Barka devait se séparer en créant avec d'autres l'UNFP...**

On peut certes reprocher à Ben Barka l'absence d'une ligne claire, et un opportunisme commun à beaucoup de « leaders » nationalistes du « tiers monde ». Cependant ses positions — ses écrits en témoignent — n'ont cessé de se radicaliser au fur et à mesure que les perspectives d'action dans la légalité s'effondraient sous les coups de la réaction. C'est pourquoi il est mensonger de dire qu'il se « présentait » comme l'un des dirigeants des mouvements afro-asiatiques. Il était **un dirigeant de ces mouvements et son travail préparatoire pour la conférence tricontinentale fut considérable.**

Ces retouches au portrait que vous faites de Ben Barka me paraissent importantes. Avoir une conscience claire des limites d'un dirigeant ne doit pas, à mon avis, contribuer à la confusion en amalgamant un Oufkir, un Allal el Fassi et un Ben Barka. Ce procédé de l'amalgame rappelle trop fâcheusement certaines méthodes et l'usage trop fameux du vocable « allié objectif » permettant de confondre dans un même mépris les tenants du pouvoir et ceux qui le combattent.

M.B., Paris.

Que Ben Barka ait été dans les dernières années de sa vie un opposant au régime Hassan II - Oufkir, nous l'avons précisément écrit. Mais cela, d'une part, ne retire rien aux responsabilités directes qui ont été les siennes à la direction de l'Istiqlal (parce qu'il est tout de même trop commode, une fois que l'on a quitté un parti, de rejeter la responsabilité de la politique passée de ce parti, uniquement sur ceux qui y sont restés, sur la droite, etc.), et ne change rien, d'autre part, au contenu de classe de la politique de l'UNFP, qui n'est en rien différent de celle de l'Istiqlal.

Le fait que Ben Barka ait été assassiné, avec au moins la complicité posthume du trône marocain, ne saurait suffire à en faire un révolutionnaire prolétarien. Ben Barka était un leader nationaliste bourgeois marocain, et c'est en tant que nationaliste marocain, et non en tant que **« dirigeant des mouvements afro-asiatiques »** qu'il abordait les problèmes politiques. Et s'il représentait sans doute une autre politique que celle de Oufkir ou de Allal el Fassi, il ne représentait pas d'autres intérêts de classe. Ce n'est pas un amalgame. C'est un jugement politique. Et dussions-nous heurter les réactions sentimentales de quelques lecteurs, nous nous devons de l'affirmer.

Deux méthodes d'embauche :

A la Régie Renault

Le premier jour, je me présente à huit heures du matin. Là, il faut d'abord que les gardiens veuillent bien me laisser entrer. Après avoir insisté, on m'invite à m'asseoir dans la salle d'attente. Après une longue attente qui ne sera pas la dernière, je remplis une fiche de renseignements où il faut presque raconter sa vie privée. Puis la visite médicale : là aussi l'attente est très longue. Première entrevue avec une infirmière qui pose beaucoup de questions et demande de présenter le livret militaire. Lorsque l'on passe chez le médecin, les questions recommencent. Par exemple : « Qu'est-ce qui vous a poussé à quitter votre travail pour venir ici ? » Il mesure la force de serrage des mains gauche et droite, me fait mettre à genoux sur une chaise, n'arrête pas de me donner des ordres comme un adjudant.

L'après-midi commencent les tests psychotechniques qui durent jusqu'au lendemain à 17 heures. Ensuite, vient une discussion pendant deux heures avec un psychologue. Il rentre dans tous les détails sur la vie des frères, des sœurs, des parents : combien d'enfants ont-ils, que font-ils, que lisent-ils, où habitent-ils, quels rapports avez-vous avec eux ?

Puis ce sont les questions me concernant directement : « Que lisez-vous ? Quels films allez-vous voir ? Pourquoi ? A quoi vous intéressez-vous? » **Les questions sont posées plusieurs fois, mais de façon différente.** « Quels genre de gens aimez-vous féquenter ? Pourquoi ? Quel genre de caractère aimez-vous rencontrer chez les autres ? »

Enfin, au bout de deux heures c'est terminé, et on a la tête grosse comme un tambour. Car, par espoir d'être embauché, on se domine autant que possible.

Mais une semaine après tout ce cinéma, je n'en connais pas encore le résultat. Ce n'est qu'une semaine encore après que j'apprends que la Régie « ne peut satisfaire ma demande ».

A Citroën-Clichy

A l'embauche, chez Citroën-Clichy, comme je suis de nationalité française, on me fit passer en priorité, en m'indiquant une entrée assez éloignée de la porte de l'embauche. Les immigrés attendaient depuis longtemps devant la porte principale de l'embauche, sans abri, et supportant le ton grossier des gardiens.

Mais je me suis vite rendu compte que la faveur qui m'avait été faite n'allait pas, par la suite, m'épargner un certain nombre de tracasseries.

D'abord, l'attente fut longue avant que l'on me donne une fiche de renseignements à remplir, fiche de renseignements se mêlant de la vie privée sans aucune gêne. Il fallait donner l'adresse de deux personnes pouvant donner des renseignements sur mon compte (!). Je devais aussi répondre à un certain nombre de questions concernant ma famille. Je devais également citer en détail toutes les écoles que j'ai fréquentées, ainsi que les entreprises dans lesquelles j'ai travaillé en donnant les raisons pour lesquelles je les avais quittées.

On m'a demandé ensuite mon livret militaire et, comme je ne l'avais pas sur moi, j'ai dû aller le chercher dans l'après-midi pour le présenter. Ces messieurs ont alors trouvé que... sur la photo d'identité du livret militaire ma cravate n'était pas bien droite, et m'en ont demandé les raisons !

La visite médicale : il m'a fallu attendre longtemps, en slip, dans une pièce où il faisait froid. Il y avait devant moi des immigrés. Parfois ils n'entendaient pas leur nom quand ils étaient appelés. Il fallait voir alors comment ils étaient rappelés à l'ordre.

Le médecin contrôlait notre force musculaire et notre résistance. C'est à peu près tout ce qui l'intéressait, à part qu'il nous a demandé aussi les raisons qui nous avaient amenés à quitter notre dernière place.

Finalement, Citroën voulut bien m'embaucher, mais à condition que je prenne mon compte et que je présente mon dernier certificat de travail. En somme, que je quitte mon travail sans assurance écrite d'être embauché.

P.O., Paris.

COMMUNIQUE DU COMITE SOLIDARITE PEROU

Rolando Brena Pantoja, président de la Fédération Universaitaire de San Marcos, Lima, et président de la Fédération des Etudiants du Pérou, avait été déporté en 1971 par la Junte militaire et envoyé en Espagne, en même temps que plusieurs professeurs de l'enseignement et Hugo Blanco (celui-ci fut déporté au Mexique), après une grève nationale des syndicats de l'enseignement, en septembre 1971.

Rolando Brena Pantoja a été expulsé du territoire espagnol le 27 novembre de cette année. Depuis sa déportation en septembre 1971, il était domicilié à Madrid. Dernièrement, sur invitation des étudiants espagnols et latino-américains, il avait donné une série de conférences, traitant principalement de la réalité universitaire en Amérique Latine, de la réforme universitaire — cinquante ans après sa naissance —, de la pénétration de l'impérialisme nord-américain dans les institutions universitaires ainsi que de la stratégie générale pour obtenir le renforcement et l'augmentation de sa domination néo-coloniale.

Ces conférences qui avaient suscité l'intérêt et l'adhésion des étudiants furent qualifiées par la police espagnole, d'attaques contre la tranquillité publique et contre la loi régissant le droit de réunion, puisqu'elles avaient, selon les dires de la police, un caractère politique.

A la fin d'une conférence donnée le 24 novembre, à la Faculté de sciences économiques, Rolando Brena Pantoja fut arrêté et incarcéré, ainsi que trois autres étudiants péruviens. La police perquisitionna son logement, enlevant ses livres, des documents, des archives, des lettres des syndicats d'enseignement, la correspondance privée, ainsi que des centaines de fiches d'un travail de recherche économico-sociale concernant l'Amérique Latine. Tout ce matériel n'a pas été restitué à son propriétaire, qui a ainsi perdu le travail de toute une année.

Le lundi 27 novembre, la police informa Rolando Brena Pantoja de la décision prise par le gouvernement espagnol de l'expulser d'Espagne. Une heure plus tard, deux policiers l'emmenèrent à la gare, ne lui permettant même pas de prendre ses affaires personnelles, sauf une petite valise avec quelques vêtements. Les deux policiers ne le quittèrent pas jusqu'à la frontière française, à Port-Bou, où ils l'abandonnèrent, sans un centime pour poursuivre son voyage à Paris.

Nous dénonçons cette attitude arbitraire du gouvernement espagnol, qui a ainsi violé les plus élémentaires droits de liberté de pensée et d'expression, puisque les conférences données par Rolando Brena Pantoja avaient pour objet uniquement les importants problèmes de l'Amérique Latine et ne touchaient en rien à la situation politique interne de l'Espagne.

Rolando Brena Pantoja, en tant que président de la Fédération des Etudiants du Pérou, accomplissait un devoir et sa responsabilité de dirigeant étudiant, l'obligeait à faire connaître les réalités et les événements de son pays qui intéressent tous les étudiants et intellectuels.

Comité Solidarité Pérou.

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

EDITORIAL

LE PLAN MESSMER - GISCARD

C'EST à grand tapage qu'a été présenté le « plan de lutte contre l'inflation » du gouvernement. Messmer lui-même a tenu à le présenter à la télévision, afin de bien préciser qu'il s'agit de « son » plan, et non de celui de son seul ministre des Finances, Giscard d'Estaing. Mais si Messmer a tenu à affirmer aux téléspectateurs que ces mesures gouvernementales « concernent en priorité les préoccupations quotidiennes de chacune et chacun d'entre vous », ce n'était pas, en réalité, à la population laborieuse qu'il s'adressait. Car les « préoccupations quotidiennes » dont se soucient nos gouvernants, ce sont les « préoccupations » des possédants, des bourgeois, de tous ceux pour qui l'inflation n'est pas une calamité qui vide les porte-monnaie et rend la vie toujours plus difficile, mais qui, au contraire, savent tirer profit de cette hausse des prix quand ils n'en sont pas tout simplement les organisateurs.

Le gouvernement affirme sa volonté de « lutter contre la hausse des prix » et « d'assurer le développement dans un climat de plus grande stabilité ». Mais c'est un mensonge. Le gouvernement ne combat pas l'inflation. Il la favorise, il l'aggrave. Et il le fait pour donner des cadeaux à son électorat bourgeois. Des cadeaux que les classes travailleuses auront à payer de leurs deniers. Selon les termes de Messmer, « l'Etat montre l'exemple » par la réduction de 23 à 20 % de la T.V.A. sur les produits de grande consommation, de 7,5 à 7 % de la T.V.A. sur les produits alimentaires. Quant à la viande de bœuf, elle sera totalement détaxée pour une période de six mois. Mais cette baisse n'est pas faite pour les consommateurs. Elle est faite pour permettre aux industriels, aux négociants en viande et aux bouchers de procéder à une augmentation de leurs bénéfices — en empochant tout simplement le montant de la diminution de taxe — sans que cela soit visible sur les prix. Ils sont les seuls bénéficiaires de cette opération. Et c'est aux possédants, aux bourgeois que l'Etat fait ouvertement cadeau des quelque sept milliards de manque à gagner qu'entraîne pour lui la réduction du taux des impôts indirects.

Et il faudra bien que quelqu'un fasse les frais de ces sept milliards de déficit dont l'Etat vient de faire un cadeau royal à tous les bourgeois et petits-bourgeois dont il recherche l'appui électoral. Giscard d'Estaing assure qu'ils seront couverts en majeure partie par les cinq milliards de l'emprunt qu'il va lancer. Mais qui pourra bénéficier de cet emprunt, sinon principalement les possédants, tous ceux qui disposent de capitaux en quête d'investissements « rémunérateurs » ? Et qui fera les frais du remboursement de cet emprunt et des intérêts versés aux souscripteurs ? L'emprunt étant indexé sur « l'unité de compte européenne », c'est-à-dire garanti contre toute dévaluation du franc, ses souscripteurs sont assurés, dans une telle circonstance, de ne rien perdre. Mais là encore, qui payera les frais de cette garantie, sinon l'Etat ?

En fait, le plan gouvernemental augmente et officialise l'endettement de l'Etat. Et ce seront en définitive les contribuables, c'est-à-dire pour l'immense majorité les classes laborieuses, qui feront les frais de cet endettement. En outre, la cause principale de l'inflation est la distribution de subventions en tous genres par l'Etat aux capitalistes ; et, loin de s'attaquer à cette cause, le plan Messmer-Giscard aboutit à augmenter encore les largesses de l'Etat et à les faire payer par les travailleurs et les petites gens, par le biais du renforcement de l'inflation, et peut-être, à terme, par le biais d'une dévaluation du franc.

Si un tel plan est nommé « plan de lutte contre l'inflation », c'est par antiphrase. L'Etat prend en réalité l'initiative de cette inflation ; il l'organise délibérément au profit de tous ceux qu'il cherche à contenter pour obtenir leurs suffrages. Il s'agit d'ouvrir les vannes, quelles que puissent en être les conséquences plus tard. Le gouvernement de Messmer, aujourd'hui, ne connaît plus qu'une échéance : les prochaines élections législatives. Il s'agit de tenir jusque-là et de profiter des quelques semaines qui restent pour assurer à la majorité actuelle, par tous les moyens possibles, les votes de son électorat habituel. Pour acheter des voix avec les fonds de l'Etat, Messmer a toutes les audaces. Il espère simplement que les travailleurs ainsi qu'un certain nombre de petits-bourgeois, qui profitent aujourd'hui momentanément de ses largesses, ne sentiront toute la lourdeur de la note à payer qu'après cette échéance électorale. Si la majorité actuelle triomphe des élections, peu lui importera alors d'affronter l'impopularité. Et si l' « Union de la Gauche » l'emporte, ce sera elle qui affrontera cette situation. Ce sera elle qui devra faire le « sale travail » en menant une politique impopulaire de « remise en ordre » de l'économie capitaliste aux dépens des travailleurs. Il ne déplaira pas alors aux gouvernants actuels d'avoir fait ce cadeau empoisonné à leurs successeurs, en se gardant le beau rôle.

Alors, qu'on ne nous parle pas de la lutte contre l'inflation. Tout cela n'est que du mensonge, de l'hypocrisie à destination des travailleurs ; de la démagogie en faveur de l'électorat petit-bourgeois ; des cadeaux et toujours des cadeaux aux bourgeois de tout poil.

ELECTIONS LEGISLATIVES : A VOS MARQUES...

A QUELQUES semaines du départ officiel de la grande course aux Législatives, qui oppose tous les cinq ans les candidats en quête d'un siège dans l'hémicycle bourbonien, les différentes formations concurrentes s'empressent de terminer leurs préparatifs.

Côté majorité, après avoir plus ou moins discrètement écarté quelques imprudents par trop compromis dans les différents scandales qui ont défrayé la chronique ces derniers mois, on va bientôt publier la liste des heureux sélectionnés. Et pour remonter le handicap dû à ces incidents de parcours malheureux, on a ouvertement recours au doping inflationniste. Baisse de la T.V.A., emprunt indexé sur l'or, tout est fait pour rendre sinon les concurrents, du moins leurs supporters bourgeois, euphoriques. Un spécialiste, le guérisseur Pinay, appelé en consultation, a fort bien posé le problème : **« L'inflation, a-t-il dit, c'est comme la drogue. Au début, ça fait du bien. Mais après, on ne peut plus s'en passer »**. Pour le moment, on en est encore au début. Et après les Législatives, le déluge.

Côté Union de la Gauche, on est tout aussi occupé à de savants dosages, mais d'un tout autre genre. Il s'agit là, au contraire, de ne pas rendre les supporters trop euphoriques. De faire ce qu'il faut d'actions communes pour donner confiance et gagner des voix, mais de ne pas s'engager sur ce que ferait la gauche si elle gagnait la compétition. Et on s'empresse surtout de préciser que l'on courra dans les règles. Séguy l'a bien dit : pas question de tolérer que certains viennent troubler l'atmosphère sereine de la compétition par des luttes revendicatives intempestives.

En marge des deux grandes formations opposées, un certain nombre de candidats se posent par ailleurs d'ultimes interrogations angoissées pour savoir s'ils ont revêtu le bon maillot. Certains viennent même d'en changer précipitamment. Après Jeanneney qui s'est récemment découvert une âme de réformateur, et Marcilhacy une vocation d'homme de gauche, voici le maire « socialiste » d'Issy-les-Moulineaux, Leca, qui vient à son tour de s'apercevoir qu'il vaudrait mieux, tous comptes faits, qu'il s'engage dans l'équipe schreiberienne, et Fouchet qui vient de décider de tenter sa chance sous ses propres couleurs.

Encore quelques remaniements hautement idéologiques du même genre, et tout sera prêt pour le départ officiel. Mais pour quand au fait, ce départ ? Mystère. L'arbitre Pompidou a gardé de son prédécesseur le goût de la dissimulation, et ne se montre pas pressé d'annoncer la date de la compétition. Sans doute est-ce se moquer du public, mais il paraît que cela favoriserait ses poulains.

Et c'est cette comédie que l'on voudrait nous faire prendre pour le fin du fin de la démocratie, d'où est censée émaner la « volonté populaire » !

F. D.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 5
— Protestations contre l'inculpation d'un professeur de philosophie.
— A bas la répression dans les lycées.
— Contraception : une solution électorale.
Pages 10-11
— Le capital à la conquête de Fos-sur-Mer.
Page 13
— La grande misère des hôpitaux à Rennes.
— Des locataires de HLM s'organisent.

● Problèmes du mouvement révolutionnaire

Page 9
— CGCT : discutons de l'activité syndicale !

● Dans les entreprises

Page 12
— Echos des entreprises.
Page 14
— Compteurs de Montrouge.
— International Harvester France.
Page 15
— Hispano-Snecma, Creusot-Loire, Contrapac.

● Travailleurs en lutte

Page 6
— MAIF : grève partielle, succès partiel.
— Vallourec : des travailleurs en lutte pour leur dignité.
— SMABTP : la grève illimitée est de nouveau votée.
Page 20
— Berliet : la lutte continue.
— 2 heures de grève le 14 décembre dans la métallurgie de la région parisienne ?

DANS LE MONDE

Page 7
— Un militant martiniquais, Courbain, condamné : à bas la répression coloniale.
Page 7
ISRAEL
— Affaire d'espionnage ou provocation policière ?

DIVERS

Page 8
— Revue de la presse d'extrême-gauche.
Pages 16-17
— Feuilleton : souvenirs d'un bolchévik.
Page 18
— Livres : Piotr Yakir : une enfance russe. Soljénitsyne : La maison de Matriona. Roger Ikor : Le tourniquet des innocents.
Page 19
— Théâtre : Bertold ou Bertolt Brecht ?
— Cinéma : On s'fait la valise docteur ?

REUNION PUBLIQUE DE

lutte ouvrière

CLERMONT-FERRRAND

CHANGER LES DÉPUTÉS
OU
CHANGER LA VIE ?

MERCREDI 20 DECEMBRE
à 20 h 30

Ancien lycée Blaise-Pascal
Salle 78

en bref... en bref... en bref...

L'Ethiopian Airlines et ses services de sécurité garantie

Les autorités et les services de sécurité d'Addis Abeba sont fiers. Ils ont réussi à éviter le détournement d'un boeing de la compagnie Ethiopian Airlines. Bilan de cet acte d'humanité : sept morts — la totalité des « pirates » — et neuf blessés parmi les passagers et l'équipage. Les policiers n'ont pas osé sabler le champagne sur le cadavre de leurs ennemis comme ils l'avaient fait lors d'un précédent et semblable exploit. Il faut dire que, cette fois, l'explosion d'une grenade dans l'appareil avait dû quelque peu troubler l'atmosphère...

Car à en croire le communiqué officiel, il y a eu lutte, tirs à balle, et lancement de grenade dans un appareil en vol. Tout cela au risque de massacrer les passagers ou tout simplement de faire exploser l'avion.

Les agents de sécurité, qui voyagent systématiquement dans les appareils de l'Ethiopian Airlines afin de prévenir les détournements, sont peut-être des brutes ignorantes ou des mercenaires inconscients. Mais les autorités qui utilisent leurs services et leur donnent les consignes ont fait, elles, un choix politique : celui de faire régner l'ordre à tout prix, y compris au prix de la sécurité des passagers.

Avis aux amateurs ! Il n'y aura bientôt plus dans les appareils de l'Ethiopian Airlines que des policiers en civil, si tant est que l'équipage — sacrifié d'avance — ait encore la velléité d'assurer le transport.

Socialisme à la hongroise

Dans un article consacré à l'amélioration de la condition des travailleurs en Hongrie, l'Humanité du 8 décembre 1972 écrit :

« Plus d'un million d'ouvriers et contremaîtres des entreprises d'Etat et du Bâtiment bénéficieront, en 1973, d'une augmentation des salaires de 8 % en moyenne pour les premiers et de 6 % pour les seconds... C'est ainsi que l'augmentation de salaire des ouvriers qualifiés et contremaîtres dépassera la moyenne de 8 % dans les entreprises d'Etat et de 6 % dans le Bâtiment, alors que celle des manœuvres sera inférieure à ces moyennes... »

Jusque-là, rien de très étonnant... ni de très socialiste non plus puisque les travailleurs les plus mal payés seront moins augmentés que les autres... »

Mais pour justifier une telle inégalité, Roland Vuillaume, le rédacteur de l'article, a le culot d'écrire :

« ...Le but **(de ces augmentations moins fortes pour les manœuvres)** étant précisément d'impulser et d'encourager ces derniers à user de tous les moyens mis à leur disposition pour élever leur qualification professionnelle. »

Venant de la part de défenseurs acharnés de la hiérarchie, cela ne peut surprendre. Mais que peuvent penser les travailleurs hongrois de ce « socialisme » et de ses chantres ?

Pompidou en URSS : une tournée électorale

Brejnev et Pompidou procèderont à un vaste tour d'horizon les 11 et 12 janvier en Biélorussie.

Georges Marchais s'est senti obligé de déclarer qu'il ne se sentait pas gêné par ce voyage, ce qui prouve en tout cas que cela n'allait pas de soi.

Mais c'est vrai dans un sens : vis-à-vis d'une certaine partie de l'électorat, ce voyage désamorcera la propagande anti-communiste de l'UDR. Autrement dit, si Alain Peyrefitte « hésiterait » à prendre Georges Marchais en auto-stop, Pompidou, lui, s'arrêterait... du moins pour Brejnev !

Il n'en reste pas moins que les implications électorales de ce voyage sont évidentes. Il y a là un moyen de faire parler de soi, d'occuper de la place dans les journaux à l'ORTF en un domaine qui rallie tout le monde : le rapprochement des blocs. Quel beau coup d'envoi pour la campagne électorale ! D'autant plus que Brejnev ne refusera sans doute pas les déclarations propres à redorer le blason de Pompidou.

Comment ne pas se rappeler Pompidou tentant de convaincre Séguy, en mai 1968, que leur communauté de vue sur la politique étrangère passait avant leurs divergences sur la politique intérieure ?

Comme ils ont l'air peu convaincus, ces dirigeants du Parti Socialiste qui déclarent : « M. Pompidou semble ignorer que le PCF est signataire du programme commun de la gauche et qu'il s'est à tout prix engagé à en assurer le succès ».

Quant aux thèmes de discussion, ils ne manqueront pas, depuis les implications du règlement au Vietnam jusqu'à la conclusion du traité inter-allemand. Et il est peut-être même un domaine où l'on verra un rapprochement qu'il sera toujours possible de présenter comme spectaculaire : la réduction des forces en Europe, dont les négociations suscitent l'opposition de la France et les réserves de l'URSS.

Le PCF jugeait progressiste la politique étrangère gaulliste. Quel qualificatif trouvera-t-il pour la politique pompidolienne ?

« Le Parisien » au cœur sensible

Le journal Le Parisien **n'a décidément peur de rien. Le drame d'Hirson, le suicide d'un garçon de quatorze ans à la suite de l'emprisonnement de sa mère coupable d'avoir émis un chèque sans provision de 78 francs, ne lui a inspiré d'indignation qu'à l'encontre de ceux qui ont protesté contre ce résultat de la barbarie sociale. Voilà ce que ce torchon réactionnaire, qui cherche à émouvoir une clientèle populaire en pleurnichant sur les chiens écrasés et en se faisant le chantre de la guillotine, a eu l'aplomb d'écrire dans son numéro du 28-11-1972 :**

« La famille aurait également préféré ne pas se retrouver au centre d'une campagne contre la sérénité de la justice. Le moment en est mal choisi : celui d'une expansion vertigineuse de la criminalité, faute de sanctions appropriées. La justice n'est pas trop sévère ni trop prompte. Elle est trop lente et trop faible

« Le drame de Thierry est moins celui de la justice que celui de la famille désunie. C'est le drame du désordre familial, du divorce et de la carence parentale. (...)

« Thierry voulait avant tout, semble-t-il, fuir un père qui n'était pas le sien, un foyer qui n'était plus le sien. Sous le prétexte de voler au secours de la veuve et de l'orphelin, l'exploitation de cette lamentable affaire rejoint la campagne qui vise à multiplier les foyers sans père et les drames de cet ordre. »

Effectivement la justice est « trop lente et trop faible ». **Pas celle des bourgeois, mais celle des ouvriers. Sinon, les capitalistes, qui ont investi dans** Le Parisien **tant d'argent pour empoisonner les consciences, auraient été expropriés depuis belle lurette.**

La détention préventive : un abus permanent

Robert Garboud, inculpé depuis décembre 1971 et incarcéré depuis cette date, vient d'être mis en liberté provisoire.

Pour cela, il a fallu que pendant trois heures, lundi dernier, il menace de se suicider à l'aide d'un morceau d'acier effilé, et cela devant sa femme et un de ses enfants, dans le parloir de la prison.

Le 13 septembre dernier déjà, Robert Garboud était resté cinq heures sur le toit de la prison de Saint-Quentin pour crier son innocence et protester contre la lenteur de la justice. Il n'en était redescendu qu'après qu'on lui eut promis que sa demande de mise en liberté provisoire serait examinée le lendemain ; demande qui fut rejetée à l'époque.

Et c'est parce qu'il a menacé, cette fois-ci en public, de se suicider, que la presse et la radio se sont émues sur son sort et que la mise en liberté provisoire lui a été accordée quatre jours après sa tentative de suicide.

Car s'il ne l'avait pas fait en public et s'il n'avait pas réussi à faire connaître en dehors de la prison sa situation, on aurait probablement eu un entrefilet de plus dans les journaux annonçant qu'un détenu de plus s'était suicidé. En effet, le nombre de suicides dans les prisons est probant : quand on fait ce genre de tentative en cellule, il est à peu près sûr qu'on ne se rate pas ; il ne faut pas compter sur l'administration pénitentiaire pour arrêter les gestes désespérés.

Et ce qu'on apprend à la faveur de cette tentative de suicide, c'est que le détenu faisait depuis un an de la prison « préventive » et que depuis un an, proclamant son innocence, il réclamait d'être jugé. Or son procès, qui devait s'ouvrir ce mois-ci, venait d'être reporté à mars prochain et rien ne garantissait qu'il n'allait pas encore une nouvelle fois être reporté.

C'est pour des raisons semblables et dans les mêmes conditions qu'un détenu sur trois est en « préventive ». Selon les chiffres de l'administration pénitentiaire elle-même, sur 31.668 détenus au 1er janvier 1972, il y avait 11.126 prévenus. Et sur ce nombre, 1.594 ont vu leur instruction se terminer et attendent comme Robert Garboud leur jugement, et 959 sont en cours d'instruction depuis plus de huit mois.

Un tiers des emprisonnés le sont donc sans jugement. Et bon nombre d'entre eux le sont depuis des mois, attendant simplement que leur affaire soit jugée ; et parmi eux, combien le sont pour des peccadilles !

Et comme par hasard, ces prévenus qui sont actuellement en prison sont justement ceux qui, comme R. Garboud, n'ont pas les moyens de payer des avocats suffisamment prestigieux pour obtenir leur mise en liberté ; ce sont ceux aussi qui ne sont pas d'assez grands truands pour avoir pu se débrouiller avec les lois ni avoir su trouver les appuis nécessaires pour cela.

« La Cause du Peuple » crie vengeance

« La guillotine, mais pour Touvier », **réclamait en gros caractères la première page de** La Cause du Peuple **du 1er décembre. Quelques jours après l'exécution de Buffet et Bontems,** La Cause du Peuple **veut éviter de tomber (comme elle le dit dans son éditorial)** « dans le piège à con : pour ou contre la peine de mort ? ».

Alors, pour ne pas y tomber mais quand même protester contre l'exécution des deux détenus de Clairvaux, elle clame que c'est une injustice, que c'est une autre tête qu'il fallait couper. Et, nationalisme oblige, Touvier fait l'affaire. (Il faut dire que depuis quelques temps l'affaire Touvier est devenue, au nom de la Résistance, un des grands chevaux de bataille de La Cause du Peuple.)

Et en ce qui concerne l'exécution de Buffet et Bontems, la seule chose qui choque La Cause du Peuple **est que ce ne soit pas un tribunal populaire qui ait décidé leur exécution :** « ce n'est pas au président de la République des injustices de s'arroger le droit de les exécuter. La population veut que la justice soit publique... Pour décider de l'exécution de Buffet et Bontems, il aurait fallu que nous sachions tout... ».

C'est ainsi qu'ils conçoivent la « justice du peuple ». **Mais la justice prolétarienne est étrangère à toute vengeance. Et après ces deux exécutions, les révolutionnaires avaient autre chose à dire que réclamer une autre tête, fût-elle celle d'un ancien nazi.**

Il ne s'agit pas pour nous d'exiger le châtiment des criminels, qu'ils soient de droit commun ou criminels de guerre, mais de combattre la société qui les engendre.

Fraude scandaleuse ou subvention scandaleuse

A Lille, s'ouvre un procès pour fraudes. Des industriels français prétendaient avoir exporté 40.000 tonnes de céréales hors du Marché Commun, ce qui leur donnait droit à une subvention puisque les prix de vente à l'extérieur du Marché Commun sont moins élevés qu'à l'intérieur. En fait, ces céréales arrivaient en Allemagne sous la dénomination de « déchets », produits non taxés à l'importation. Donc, double bénéfice pour les capitalistes des deux pays et profit substantiel pour tous les intermédiaires.

Que les industriels fraudent, c'est scandaleux, sans doute. Mais si la vente avait été réelle, on leur aurait aussi donné une subvention, c'est-à-dire que l'Etat aurait ajouté à leurs profits déjà énormes une somme prise sur le budget alimenté par nos impôts.

Ce « cadeau » de dix millions de francs fait aux industriels pour qu'ils vendent mieux, c'est cela le vrai scandale.

LUTTE OUVRIERE

Martinique

Courbain condamné à Paris :

A bas la répression !

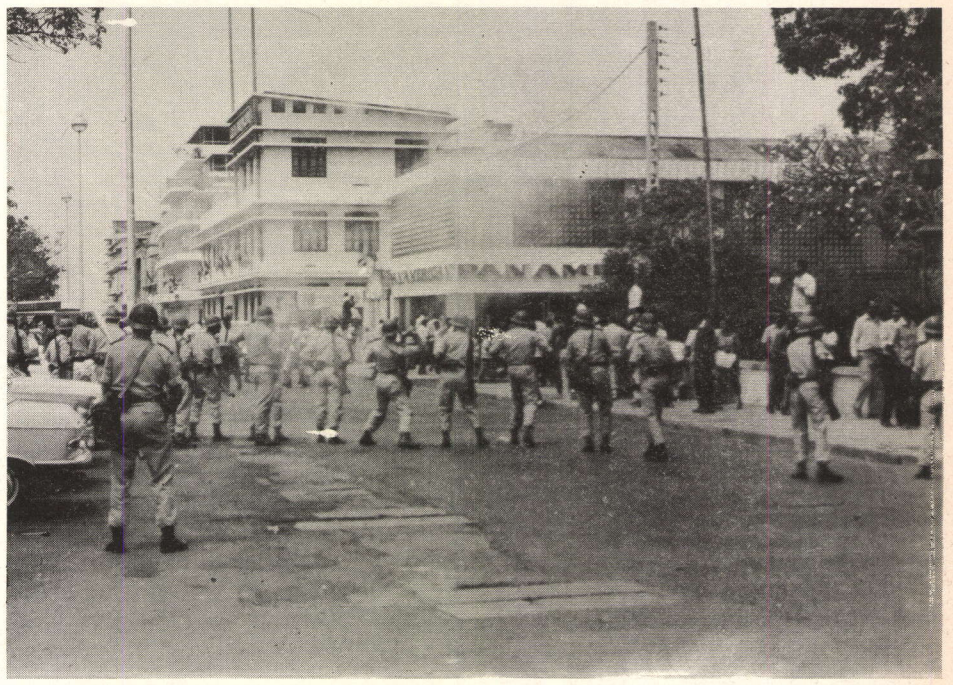
MARDI 6 décembre, Christian Courbain, un des leaders du Groupe Révolution Socialiste de la Martinique, a été condamné à Paris par le tribunal correctionnel à plusieurs peines d'amendes totalisant 1.000 F. Rappelons que Courbain devait déjà être jugé en octobre, et que son procès a été ajourné plusieurs fois. Il était inculpé d' « injures envers l'armée », et d' « injures » et « diffamation » envers Messmer : dans le journal qu'il dirigeait alors, le 10 Janvier, **avaient paru des articles qui dénonçaient les responsables de la mort de Gérard Nouvet, le lycéen tué d'une grenade par la gendarmerie le 13 mai 1971 à Fort-de-France, lors de la visite de Messmer, alors ministre des Territoires et Départements d'Outre-Mer, visite qui avait suscité des manifestations, réprimées avec la dernière vigueur.**

Que Messmer ait été le premier responsable de cette répression, que les gendarmes aient froidement assassiné un des manifestants en tirant des grenades à bout portant à partir de leurs cars, que le maintien des Antilles sous la tutelle coloniale française nécessite une répression sanglante et des sbires prêts à tout, c'est ce que le 10 Janvier **avait dénoncé alors, se faisant le porte-parole de la jeunesse martiniquaise indignée.**

Au travers de son procès, c'est le mouvement d'émancipation antillais qui était visé, particulièrement les militants qui luttent en Martinique et en Guadeloupe pour l'indépendance des Antilles, la fin de l'oppression coloniale, la possibilité pour les travailleurs antillais de prendre en mains leurs affaires.

Mais le tribunal de Paris n'a pas pu suivre les Messmer qui nous dirigent jusqu'au bout. Il s'est senti obligé d'accorder à Courbain des « circonstances atténuantes », dissimulant son embarras derrière des considérations méprisantes sur son âge où « l'invective... revêt une moindre importance » **! Mais Courbain a néanmoins été condamné.**

Et pendant ce temps-là, Messmer, premier responsable de la mort de Nouvet, est Premier ministre ! Et les gendarmes qui l'ont tué font toujours là-bas leur sinistre besogne de maintien de l'ordre, arrêtant en particulier les militants syndicalistes combatifs à la Guadeloupe, matraquant et tirant dans la foule à l'occasion des grèves et des manifestations...



La police dans ses œuvres à Fort-de-France... Mais, surtout, défense d'en parler sous peine d'amende.

Bernard DESCHAMPS.

Israël

Affaire d'espionnage... ou provocation policière ?

LE Shin Bêt, c'est-à-dire le service israélien de contre-espionnage, vient d'annoncer le démantèlement d'un réseau de sabotage. Mais, fait particulier qui, paraît-il, a soulevé une certaine émotion en Israël, un certain nombre de membres de ce réseau (présenté comme étant à la solde de Damas) seraient des Israéliens d'origine juive. Quatre d'entre eux auraient été arrêtés et parmi eux un jeune, natif d'un kibboutz du parti socialiste de gauche Mapam, actuellement membre de la coalition gouvernementale.

Que de jeunes Juifs israéliens se retrouvent aujourd'hui au coude à coude avec des Arabes palestiniens pour lutter contre l'expansionisme et la politique de discrémination raciale de l'Etat d'Israël n'étonne nullement les révolutionnaires. Car il y a bien longtemps que des Israéliens d'origine juive, peu nombreux il est vrai, ont pris fait et cause pour les Palestiniens. Certains militent au parti communiste Rakar, d'autres à l'organisation socialiste israélienne « Matzpen », d'autres encore dans un groupe proche de l'OCI française.

Que d'autres jeunes Juifs se soient liés à une organisation palestinienne pro-syrienne pour mener la lutte contre l'Etat d'Israël n'est donc pas, **a priori,** impossible.

Mais il y a, dans les déclarations israéliennes, un certain nombre d'invraisemblances qui méritent qu'on s'y arrête.

D'abord, le chef de ce réseau, un certain Habib Kahwaji, aurait été repéré depuis longtemps par les autorités israéliennes. Mieux, ces dernières lui auraient laissé le choix entre purger en Israël une peine de prison pour activités subversives ou aller vivre à Damas.

Il aurait refusé la seconde solution mais n'aurait pas été arrêté immédiatement pour autant.

On reste ébahi devant la « générosité » des autorités israéliennes qui n'ont pas l'habitude de laisser tranquillement vivre les espions sur leur territoire. Elles ont même plutôt, en règle générale, l'habitude contraire qui consiste à arrêter non seulement ceux que l'on soupçonne d'espionnage, mais également leurs proches.

Par contre, elles ont souvent fait pression sur des militants arabes du PC ou d'organisations nationalistes pour qu'ils quittent le pays, lorsqu'elles ne pouvaient pas les arrêter faute de motifs un tant soit peu palpables.

Le sous-chef du réseau nous est présenté comme un ancien membre du Parti Communiste Palestinien qui avait ouvert une librairie à Haïfa. Or, à Haïfa, il existe un libraire palestinien, ancien membre du Parti Communiste, qui est bien connu du milieu de gauche, non pour ses sympathies baasistes syriennes mais pour ses sympathies révolutionnaires. Ne s'agirait-il pas du même individu ?

Enfin, parmi les membres du réseau, les jeunes Juifs étaient des « gauchistes » qui, d'après Scemama **« s'étaient faits consciemment ou non, les instruments de mouvements nationalistes palestiniens et aussi des agents du gouvernement d'un pays ennemi »** (**Le Monde,** 9 décembre 1972).

Ce genre d'accusations est le type même de celles dont le gouvernement accable régulièrement les militants révolutionnaires de différentes tendances. Dès l'instant où un Juif israélien s'affirme anti-sioniste, il est aussitôt accusé par les pouvoirs publics de faire, « objectivement », le jeu de l'ennemi. Et ce type de calomnies s'est même, un temps, abattu sur le mouvement des Panthères Noires qui, bien que n'étant ni gauchiste, ni même anti-sioniste, avait le tort de dénoncer l'Union Sacrée du gouvernement comme une duperie destinée à cacher les vrais problèmes.

L'affaire du réseau pro-syrien pourrait donc bien n'être qu'une provocation des services de sécurité israéliens contre le mouvement révolutionnaire, provocation qui viserait à la fois à l'intimider et à le couper, en le présentant comme « payé par l'ennemi », de mouvements comme les Panthères Noires qui, de plus en plus, mettent en accusation l'Etat sioniste et sa politique.

Jean LIEVIN.

Communiqué

NON A L'EXPULSION DE SANTANA RODRIGUEZ

Des personnalités, essentiellement universitaires, parmi lesquelles Claude Chevalet, Gilles Deleuze, Michel Foucault, Olivier Revault d'Allonnes et Pierre Vidal-Naquet, se trouvent parmi les quelque deux cents signataires d'un texte protestant contre la mesure d'expulsion qui frappe abusivement un ressortissant dominicain, M. Santana Rodriguez.

Après un procès qui s'est conclu par son acquittement, les autorités de Saint-Domingue avaient retenu M. Santana Rodriguez prisonnier et l'avaient envoyé de force en France, où il a demandé l'asile politique le 16 août dernier.

Le 20 novembre, il s'est vu notifier qu'on lui retirait la carte de séjour qu'il avait obtenue entre-temps, et on lui a enjoint de quitter la France avant le 28 novembre. Il a alors tenté de se rendre en Suède et a été refoulé par les autorités allemandes, puis belges, qui, après avoir pris contact avec la police française, ne lui ont laissé que 24 heures pour quitter leur pays. De retour en France, il n'a pu obtenir d'y rester que jusqu'au 2 décembre.

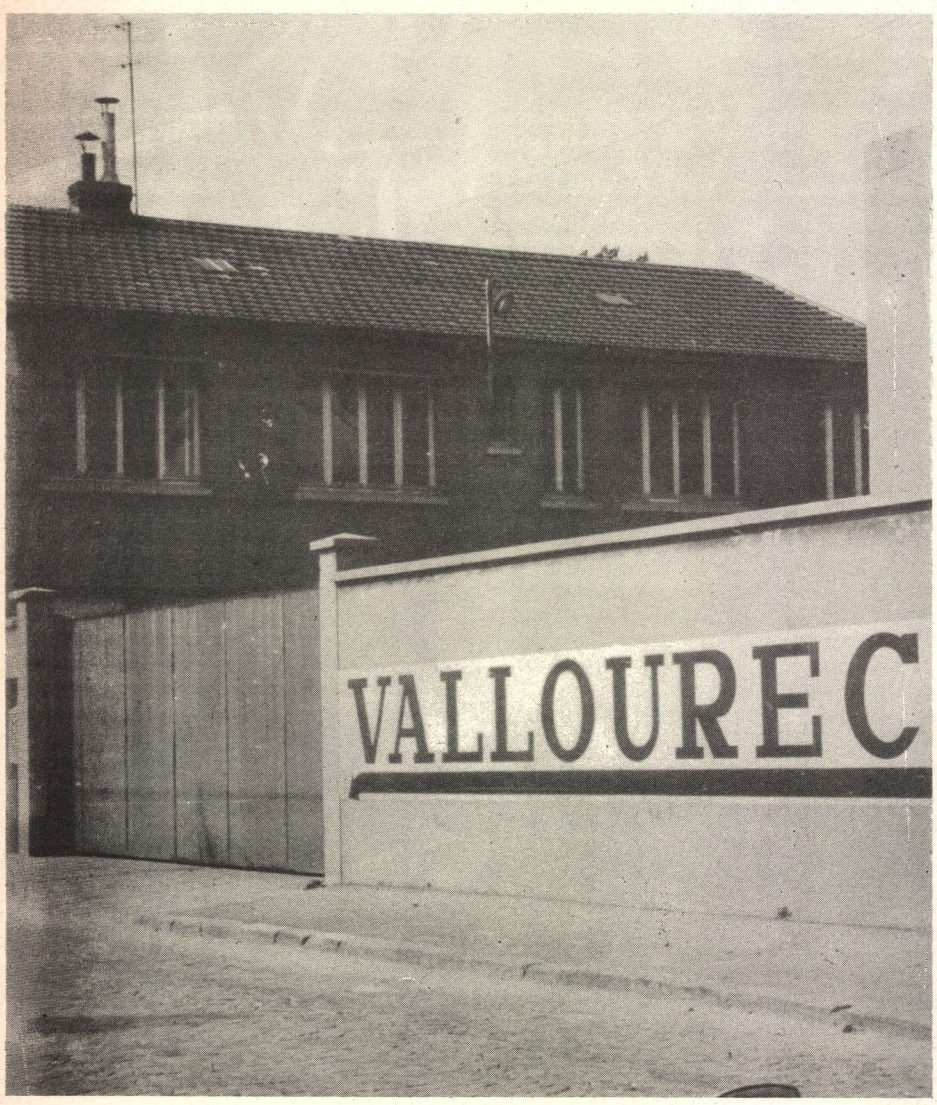
La mesure d'expulsion qui le frappe, et pour laquelle aucune raison ne lui a été notifiée, a provoqué l'envoi au ministre de l'Intérieur d'une lettre de protestation émanant du président de l'Université Paris VIII où M. Santana Rodriguez poursuit ses études. En effet, tant que les instances compétentes (l'O.F.P.R.A., ou à défaut la Commission des Recours du Conseil d'Etat) ne se sont pas prononcées sur la demande déposée par M. Santana Rodriguez pour bénéficier du statut de réfugié politique, le ministère de l'Intérieur ne peut, au regard du droit international, expulser cet étudiant. Et, au cas où la France n'appliquerait pas sur ce point les accords internationaux, les défenseurs de M. Santana Rodriguez saisiraient les instances internationales.

Paris, le 3 décembre 1972.

(Communiqué émanant d'un groupe d'enseignants et d'étudiants de Vincennes, collègues de Santana Rodriguez.)

Vallourec (Noisy-le-Sec)

DES TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR LEUR DIGNITÉ



(Ph. L.O.)

CHEZ Vallourec, la maîtrise a, dans l'ensemble de l'usine, une attitude correcte vis-à-vis des ouvriers. Mais, comme partout, il y a quelques chefaillons qui veulent en faire baver aux travailleurs.

C'est ainsi que l'un d'eux, promu depuis quelques mois contremaître aux ateliers de décapage des feuillards, a pris l'habitude d'insulter grossièrement les ouvriers. Il se montre particulièrement hargneux avec les immigrés, nombreux dans son service.

Pour mettre fin à ses insultes, deux travailleurs décidèrent d'avoir une explication avec le chef à la sortie de l'usine. Il faut croire que celui-ci n'avait pas la conscience tranquille car il s'affola, rentra à toute vitesse dans l'entreprise et appela la police pour porter plainte.

Cette fois-ci, le chef avait été trop loin et, dès le lundi suivant, les travailleurs de l'équipe du soir décidèrent de débrayer. Ils demandaient la mutation immédiate du chef.

Le semaine précédente, un tract de Lutte Ouvrière **avait déjà dénoncé les sales méthodes du contremaître et ainsi tous les travailleurs de l'entreprise qui étaient au courant approuvèrent le débrayage en estimant que les grévistes avaient raison de se faire respecter.**

Mais ce ne fut pas le même son de cloche du côté de la CGC qui sortit un tract où il était écrit : « Notre section, certaine d'avoir l'approbation de l'ensemble des agents de maîtrise de l'usine, ne saurait tolérer que des pressions, ayant une forme de chantage, puissent être exercées d'où qu'elles viennent ».

Chose plus surprenante, la CGT vola au secours de la maîtrise en se prononçant publiquement contre le débrayage. Le tract de la CGT, disait : « Nous ne sommes pas partie prenante de cette action car elle est démesurée ». **De plus, la CGT n'osait pas prendre position contre le chef.**

Seule, la CFDT a soutenu le mouvement.

L'unanimité CGT-CGC, pour défendre non pas les travailleurs, mais un contremaître détesté, souleva le mécontentement d'un grand nombre d'ouvriers dont beaucoup de syndiqués CGT. Certains disaient même en riant : « CGT, CGC, unité ». **Il y eut quelques cartes CGT déchirées, à tel point que, le vendredi 8 décembre, la CGT sortait un nouveau tract où elle rectifiait sa position.**

Les travailleurs ont eu finalement gain de cause, car la direction leur a assuré qu'ils n'auraient plus affaire au contremaître.

Celui-ci n'est pas muté, mais il est pour l'instant invisible. Les ouvriers sont d'ailleurs bien décidés à ne plus recevoir aucun ordre de lui et, s'il le fallait, à redébrayer.

Correspondant L. O.

SMABTP (Paris 15e)

LA GRÈVE ILLIMITÉE EST DE NOUVEAU VOTÉE

DANS un précédent numéro (**L.O.** n° 222), nous avons relaté comment les travailleurs de la SMABTP (Société Mutuelle d'Assurances du Bâtiment et des Travaux Publics) se sont mis en grève pour les 150 F d'augmentation pour tous et la cinquième semaine de congés payés.

Après de nombreuses négociations et au bout du quatrième jour de grève, la direction proposait :

— un acompte de 80 F à valoir sur un rattrapage du pouvoir d'achat pour 1972,

— elle s'engageait avant le 8 décembre à faire des propositions définitives pour 1972 et des propositions d'augmentation pour 1973,

— elle accordait vingt-sept jours ouvrables pour tous ; 50 % des jours de grève étaient payés.

Les syndicats et certains membres du Comité de grève estimaient que ces propositions, bien qu'insuffisantes, étaient tout de même positives et certains proposaient alors de voter une suspension de la grève jusqu'au 8 décembre, date à laquelle la direction devait remettre ses propositions définitives.

Certains utilisèrent des méthodes antidémocratiques pour imposer leur point de vue, comme par exemple siffler et huer ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux, ou bien encore les menacer de les frapper. Un délégué du personnel CFDT a même eu l'audace d'accuser les retraités d'être pour la continuation de la grève parce qu'eux touchaient une retraite en plus de leur salaire !

Devant cette division, et bien que les avis aient été très partagés, c'est finalement la suspension de la grève jusqu'au 8 décembre qui a été votée. Le travail reprenait donc le mercredi 29 novembre.

Jusqu'au 8 décembre, de nombreuses négociations eurent lieu et régulièrement des assemblées générales du personnel étaient convoquées en fin de journée pour faire le point de la situation. Il faut dire qu'elles étaient de moins en moins fréquentées.

Finalement, le vendredi 8 décembre, les propositions de la direction étaient les suivantes :

— 220 F de prime au titre du rattrapage du pouvoir d'achat pour 1972,

— trois jours de congés en plus, mais cette fois en tenant compte des avantages acquis,

— et pour 1973, 85 F d'augmentation à valoir jusqu'au 1er juillet 1973.

Si pour ce qui concerne 1972 et les congés payés cela paraissait suffisant, en ce qui concerne 1973, cela était loin du compte car dans les 85 F la direction avait englobé les 4 % d'augmentation que, de toute façon, elle aurait accordés comme les autres patrons des Assurances en vertu d'accords interpatronaux.

Réunies en assemblée générale, le 8 décembre à 14 heures, trois cent cinquante personnes (plus d'un tiers du personnel) ont alors estimé que ces propositions étaient insuffisantes et ont voté une nouvelle fois la grève illimitée pour obtenir surtout les 150 F.

Il était 17 heures et il fut décidé que le lundi 11 décembre les grévistes passeraient dans les services pour que, comme la première fois, ce soit la majorité du personnel qui rejoigne la grève.

A suivre...

Correspondant L.O.

Mutualité Agricole de l'Ile-de-France

Grève partielle, succès partiel

APRES trois semaines de débrayages, en moyenne de deux heures par jour, les employés des Caisses de Mutualité Agricole ont obtenu de la FNMA (Fédération Nationale des Mutualités Aricoles) :

— 1 % d'augmentation au 1er septembre 1972 ;

— 1 % au 1er novembre 1972 avec un minimum de 30 F.

Ce qui est extrêmement faible par rapport aux revendications posées (Cf L.O. **n° 222), en particulier les 6,50 % d'augmentation avec un minimum de 100 F, et le paiement des heures de grève. En fait, très peu d'employés étaient grévistes, et les directions syndicales, CGT comme CFDT, ont tout fait pour les démoraliser.**

Pourtant, à la Caisse de l'Ile de France (MAIF), où la participation à la grève, bien que toujours minoritaire, était plus importante qu'ailleurs et où les grévistes, par des manifestations diverses, avaient montré une assez ferme détermination, satisfaction a été obtenue sur quelques points supplémentaires : une prime dite « de résidence » de 50 F par mois. D'autre part, de nouvelles négociations doivent avoir lieu au sujet du paiement des heures de grève et de l'éventuelle suppression du rendement individuel.

Certes, l'obtention de la prime de 50 F est encore soumise à l'approbation du ministère de tutelle mais, néanmoins, les employés grévistes de l'entreprise enregistrent le résultat de leur mouvement comme un succès.

Correspondant L.O.

Lettre d'un stagiaire de F.P.A.

LA formation permanente est à la mode, nos ministres s'en gargarisent. Mais les salariés, contraints de se reconvertir doivent souvent subir une réalité pas toujours très drôle !

Je viens vous donner quelques informations sur les stages de l'ANFPA (Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes) puisque je suis stagiaire depuis le début du trimestre.

Tout un éventail de stages existe, allant du Bâtiment à l'Informatique, etc.

Pour certains stages, la sélection est faite par concours et tests psychotechniques. Au concours de secrétaires de direction, six cents candidates se présentaient pour trente places seulement.

Pour d'autres, priorité aux chômeurs victimes de licenciements collectifs, aux pères et mères de famille.

Ces stages correspondent pour la majorité des cas à un déclassement. Par exemple, de nombreux anciens cadres se retrouvent dans celui d'Informatique, et des titulaires de licences de lettres ou de langues en sténodactylo. En gros, sur le total des candidatures, moins d'un tiers sont satisfaites et encore faut-il parfois attendre de longs mois, sinon un an.

Les stages sont de plusieurs mois (6 mois : dactylo-facturières ; 9 mois : sténodactylo, aides-comptables, secrétaires de direction et programmeurs). Nous sommes salariés, mais la diversité des salaires existe. Ceux-ci sont calculés sur la base des trois derniers mois de travail. Il est nécessaire d'être inscrit au chômage.

Si vous venez d'un licenciement collectif, vous touchez 110 % de votre précédent salaire.

Pour une démission, 90 % à 100 %.

Pour un licenciement datant de plus de six mois, 90 %.

Mais si vous n'avez jamais travaillé, vous vous contenterez de 90 % du SMIC (soit moins de 700 F).

90 % direz-vous, ce n'est pas beaucoup. Mais, généreuse, l'ANFPA vous loge gratuitement si vous le désirez. Mais un règlement intérieur strict vous interdit, entre autres, d'introduire dans votre chambre qui que ce soit, même si vous avez cinquante ans et s'il s'agit de votre conjoint ou de vos enfants !

L'enseignement est accéléré. Le rythme est très dur pour les élèves comme pour les professeurs qui sont unanimes pour réclamer que les stages soient de plusieurs mois plus longs. Mais économies obligent !

Un exemplaire du règlement intérieur est remis à chaque élève en début de stage. C'est un panaché de brimades pour salariés et pour écoliers. Entre autres :

— Interdiction de constituer des syndicats.

— Le stagiaire est lié au stage pendant toute sa durée et doit rembourser le montant des salaires perçus en cas de départ.

— Interdiction aux femmes enceintes de suivre ces stages, etc.

Mais si l'on nous dit assez souvent que nous avons beaucoup de chances d'être à l'ANFPA (et pour cause, nous faisons partie des 30 % d'élus), nous ne sommes pas dupes que l'ANFPA ne fait que servir les intérêts de l'industrie avant tout, et non les nôtres. Nous savons fort bien que nous sommes des exploités comme les autres travailleurs, et qu'il nous faut nous défendre et nous organiser comme dans les entreprises.

Un cadre qui « bénéficie » d'une FPA pour recyclage.

l'arbitraire dans les lycées

BELFORT

Protestations contre l'inculpation d'un professeur de philosophie

L'ordre moral à Belfort : projet d'uniforme pour les lycéennes de la ville. (Ph. U.P.I.)

SAMEDI matin, 2 décembre, Mme Nicole Mercier, professeur de Philosophie au lycée de jeunes filles de Belfort, a laissé lire et commenter, avec l'accord unanime de sa classe de Terminale 1, un tract diffusé plus d'une semaine auparavant au lycée de garçons. Ce tract intitulé « apprenons à faire l'amour » **reprenait le texte diffusé par le docteur Carpentier (blâmé par l'Ordre des médecins).**

Dimanche matin 3 décembre, ce professeur reçoit la visite de deux policiers car elle est inculpée d'outrage aux mœurs, sur une plainte d'un parent d'élève.

Lundi après-midi, le lycée de filles est en grève pour la levée de cette inculpation. Mardi, le mouvement s'étend aux autres lycées (lycée de garçons et lycée technique). Le matin à 10 heures, un meeting rassemble au lycée de filles plus de trois cents personnes. L'affaire est largement connue. La radio, la télé, la presse en parlent.

Mercredi après-midi, un meeting, réunissant élèves, parents et professeurs, a lieu devant le tribunal et rassemble environ deux cents personnes. Le tribunal refuse de recevoir une délégation qui demande la levée de l'inculpation, et interdit à un huissier de dresser un constat.

Jeudi soir, un meeting réunissait quatre cents personnes à la Maison du Peuple de Belfort, à l'appel du Comité de soutien à Nicole Mercier. A l'initiative des lycéens, une manifestion était alors décidée pour le samedi 9 décembre, manifestation qui regroupa finalement plusieurs milliers de personnes.

Enfin, pour faire cesser la grève qui avait été décidée par les élèves des trois lycées (garçons, filles et technique), l'administration décidait sine die **la fermeture de tous les établissements.**

Mais cela n'empêchera certainement pas que se poursuive le mouvement de protestation contre l'inculpation scandaleuse de Mme Mercier.

Correspondant L.O.

LES LYCÉENS CONTRE LA RÉPRESSION

COMME nous le relations dans le numéro 223, une riposte lycéenne s'était manifestée contre l'exclusion de J.-L. Wander, militant de l'AJS qui, après avoir été bousculé par l'intendant de son lycée (Jacques-Decour), fut traduit en Conseil de discipline pour avoir collé des affiches.

Le Conseil de discipline se contenta de donner un avertissement à notre camarade. Mais le lendemain, le rectorat faisait appel, jugeant la sanction trop bénigne.

Les lycéens ripostèrent à l'appel des organisations révolutionnaires vendredi 1er décembre en une manifestation de l'Opéra à Jacques-Decour en attente du jugement.

Lundi 4 décembre, la décision était connue : Wander était exclu de son lycée, mais repris au lycée Balzac. Le soir, une nouvelle manifestation, avec le soutien de l'AMR, la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière et Révolution !, réunissant plusieurs centaines de lycéens, avait lieu du métro Réaumur-Sébastopol au lycée Charlemagne, pour la défense de la liberté d'expression.

Les lycéens, en manifestant, ont encore une fois montré au pouvoir qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser museler.

Lycée Paul-Eluard (Saint-Denis)

DÉFENSE DES ÉLÈVES FAÇON U.N.C.A.L.

PARCE que nous nous sommes rendus à la Sorbonne pour apporter notre soutien à Wander, le proviseur a distribué soixante-dix avertissements pour absence de 8 à 14 heures. Il avait noté toutes les absences durant ces heures-là, tout en affirmant qu'il ne s'agissait que d'un simple relevé.

Quand nous sommes revenus au lycée, après le meeting à la Sorbonne à 14 heures, on nous a empêchés d'entrer dans les salles de cours, le surveillant général jouant à cache-cache avec nous pour nous barrer la route ! Nous n'avons pu entrer en cours qu'à 15 heures.

L'avertissement a été donné par lettre recommandée aux parents, avec pour motif : participation à la manifestation.

Le proviseur, recevant des élèves, s'est voulu apaisant, en prétendant qu'il ne s'agissait pas de « vrais avertissements ». Cela ne satisfaisait pourtant nullement les élèves.

Une assemblée générale de cent cinquante élèves environ s'est réunie mercredi. Une délégation se rend alors à nouveau chez le proviseur afin de lui réclamer un engagement écrit de retrait des avertissements. Le proviseur refuse.

Au cours de l'assemblée générale, une grève avait été envisagée. Le lendemain jeudi, il n'y avait pas cours, les professeurs étaient en grève. Une nouvelle assemblée devait avoir lieu vendredi pour prendre une décision.

Mais l'UNCAL en avait décidé autrement ! Ses partisans ont saboté l'assemblée générale en organisant un vote dès 8 heures : pour ou contre la grève. Pas un mot sur les avertissements, tout sur le programme de l'UNCAL. Au cours de l'assemblée générale, ils ont utilisé une sono surpuissante pour couvrir les prises de parole de ceux qui n'étaient pas d'accord par des sifflets. La grosse majorité des élèves sont écœurés par cette méthode. Les avertissements n'ont toujours pas été enlevés et le proviseur peut se frotter les mains. Quant à l'UNCAL, elle a réussi à faire faire trois heures de grève sur tout autre chose que les avertissements.

Correspondant L.O.

Contraception : UNE SOLUTION ÉLECTORALE

PASSERA, passera pas... le projet Neuwirth : l'aurons-nous dans les sabots de Noël ?

Pourtant, ce n'est pas, loin de là, un projet révolutionnaire ; il ne s'agit pas d'abolir la loi sur l'avortement, ni même de rendre la pilule plus abordable, mais simplement d'élargir l'information sur la contraception sous l'autorité de l'Etat auquel seraient associées les organisations de planning familial et d'autres.

Ce serait certes un progrès, mais le projet reste très, très mesuré.

Eh bien, c'est déjà trop pour certains réactionnaires de l'UDR, qu'ils prennent ou non des gants pour le dire. Foyer, bien connu pour ses conceptions en matière d'avortement, pense que c'est une chose trop sérieuse... pour être discutée maintenant, à la va-vite, en fin de session parlementaire.

D'autres soulignent plus justement que cela risque de diviser l'UDR sur le vote du projet et que ce n'est pas le moment.

De plus, il ne s'agit pas de mécontenter l'électorat réactionnaire, bien de chez nous, qui ne veut rien savoir sur la liberté de la femme (on ne vote pas un projet pareil à trois mois des élections, comme le confiait jeudi 7 décembre un député UDR à un reporter d'Europe n° 1).

Le projet sera donc renvoyé en commission et sans doute soumis à nouveau au parlement cette semaine, mais en comptant les aller-retour nécessaires entre la Chambre et le Sénat, il sera sans doute voté, ou non... aux calendes grecques.

Le gouvernement espère bien gagner le temps nécessaire. Mais pour ne mécontenter personne, Foyer nous offre tout de même un os à ronger. Il veut faciliter la généralisation des consultations sur les problèmes de la naissance dans les hôpitaux et les centres de prévention maternelle et infantile (consultations gratuites, ou presque). De plus, le budget 1974 comporterait des crédits au profit des associations familiales pour préparer les jeunes au mariage et à la vie d'adulte, pour informer objectivement les adultes sur les problèmes de la vie, du couple, de la famille et de la jeunesse.

On ne saurait mieux, et plus ouvertement, se moquer du monde.

Jean DUGAY.

Le procès de Marie-Claire à Bobigny et les manifestations qu'il a provoqué ont troublé la quiétude électorale de l'UDR. (Ph. A.F.P.)

revue de la presse d'extrême-gauche

Les révolutionnaires et les élections législatives

tribune socialiste

Sous la plume de Robert Chapuis, Tribune Socialiste **(n° 556 du 29 novembre) donne quelques explications sur les rapports du PSU avec le PC, à la suite de la récente rencontre des deux partis. Il précise ce que revendique le PSU vis-à-vis de l'Union de la Gauche : se voir reconnaître, au moins** « le droit à l'existence ». **On sent percer là la possibilité d'un soutien conditionnel à l'Union de la Gauche.**

1) Il nous faut manifester sur le terrain politique comme dans la lutte sociale qu'il existe d'autres forces que celles qui seront représentées le 1er décembre à la Mutualité : sans elles, le socialisme ne se fera pas ; contre elles, il ne mériterait plus son nom.

2) Le programme commun résulte d'un accord de sommet entre le PC et le PS, auquel se sont associés les radicaux de gauche. Il est normal qu'on n'y retrouve que partiellement les bases d'une lutte anti-capitaliste conséquente. Maurice Faure estime que 80 % du programme étaient déjà dans le manifeste radical de Servan-Schreiber ; il y a donc 20 % qui sont bons à prendre...

3) Le manifeste que prépare le PSU pour ouvrir la perspective d'un socialisme autogestionnaire n'est évidemment pas pris en compte par le « programme commun » qui se situe (voir le préambule) dans une perspective parlementaire et gouvernementale. Nous ne demandons pas au PCF de signer notre manifeste ni d'ouvrir la négociation avec les organisations révolutionnaires. Nous lui demandons seulement de reconnaître notre existence.

Car nous défendrons notre droit à l'existence. Devant l'attitude du PCF, une question redoutable vient à l'esprit. S'il n'y a point de salut aujourd'hui hors du programme commun, qu'en sera-t-il demain avec un gouvernement issu de ce programme ? N'y a-t-il pas là une contradiction avec certains passages du programme, certes ambigus, mais alors éclairés d'une façon bien inquiétante ?

Nous avons conscience de représenter, faiblement, confusément, insuffisamment, mais de représenter quand même une aspiration essentielle des masses populaires, celle même que beaucoup de militants expriment par le mot d'autogestion : nous ne déserterons ce combat à aucun prix, ni aujourd'hui, ni demain, et nous entendons qu'il soit reconnu par tous ceux qui prétendent **« ouvrir la voie au socialisme ».**

JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

En éditorial (n° 33 du 16 novembre), Charles Berg pose la question : « Lénine aurait-il signé le Programme Commun ? », **et analyse la situation actuelle comme** « la veille d'une explosion révolutionnaire ». **Pour préparer cette « explosion », il faut... adhérer à l'AJS qui lance une campagne de recrutement sous le nom de « promotion Ignace Reiss ».**

« Cela ne peut plus durer ». C'est par cette phrase que Georges Marchais, Secrétaire National adjoint du PCF, présente en préface le Programme Commun de gouvernement signé par le PCF, le PS et les Radicaux de « gauche ». C'est vrai, cela ne peut plus durer.

Pour les travailleurs et leur famille, pour les enseignants et leurs enfants, pour les petites gens des villes et des campagnes, cela ne peut plus durer.

Des millions de travailleurs font leur cette formule.

Pour la jeunesse des usines, des FJT, des lycées et des facultés, c'est le même sentiment, avec plus de hargne encore. (...)

La crise politique est ressentie dans toutes les couches de la société.

Le régime, l'Etat se désagrègent. Les partis bourgeois — y compris les radicaux de « gauche » — sont divisés sur les moyens mais d'accord sur l'objectif : à tout prix sauver le régime du profit, de la propriété privée des moyens de production, faire payer aux pauvres la faillite des riches.

● Cette situation porte un nom : c'est la révolution.

Nous sommes en France à la veille d'une situation révolutionnaire.

Apparemment, il se passe peu de choses.

En fait, pour des millions de travailleurs, de jeunes, de militants, engagés dans l'action, c'est la veillée d'armes.

Demain, la classe ouvrière va se déployer, faire parler haut et clair la lutte des classes, poser par l'action directe et sur le terrain électoral la question du pouvoir.

Il faut battre la bourgeoisie sur le terrain de l'action comme sur celui des élections !

C'est à partir de cette situation qu'il faut analyser le Programme Commun. (...)

Pour nous, jeunes révolutionnaires, les choses sont claires. Quelles que soient les intentions des rédacteurs du Programme, ce dernier ne répond en aucun cas aux problèmes de l'heure.

● Les vieux politiciens corrompus que sont les Maurice Faure, les Billères, les Fabre, ne s'y sont pas trompés. En signant ce programme, ils n'abdiquent rien de leur politique, de leur attachement à l'Etat bourgeois.

Au contraire, c'est pour eux le meilleur moyen de le défendre.

Il faut rompre avec cette politique, et agir pour un gouvernement ouvrier sans aucun représentant de la bourgeoisie, dirigeant la société au compte des intérêts de la classe ouvrière, portant la hache dans l'Etat bourgeois. (...)

Nous ne voulons plus de ce régime, de cette société.

Nous voulons mettre un terme au système de l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est possible.

Nous, jeunes révolutionnaires, nous engageons, nous organisons pour ce combat.

Dès maintenant, les jeunes révolutionnaires seront en tête du combat pour l'unité de la jeunesse, de ses organisations, contre la politique du gouvernement.

La lutte pour les Etats généraux de la Jeunesse concentre cette orientation. La jeunesse doit se rassembler à tous les niveaux pour définir les objectifs de son action.

La jeunesse veut un autre gouvernement. Un gouvernement qui mette en cause réellement les puissances d'argent, qui dissolve les bandes armées du capital, qui nationalise l'Education nationale, chasse les curés de l'Ecole, assure à tous un emploi, un avenir, qui ouvre la voie au socialisme.

Nous sommes à la veille d'une explosion révolutionnaire.

● Nous devons nous y préparer.

Pour paraphraser Lénine, nous devons développer dans la jeunesse le microbe du bolchevisme : cela ne signifie pas le repli sectaire sur nous-mêmes. Au contraire !

Des milliers de jeunes sont prêts à s'organiser.

Des milliers de jeunes sont prêts à s'engager dans l'action pour le socialisme.

Des milliers de jeunes gravitent autour des cercles de l'AJS, de l'AER, de l'UCL.

Allons les chercher : ouvrons les cercles à tous ceux qui veulent combattre contre l'impérialisme et le stalinisme. L'audace est à l'ordre du jour. Il n'y a pas une minute à perdre pour développer la campagne d'adhésion lancée par notre Comité national et dite « promotion Ignace Reiss ».

Les révolutionnaires et le soutien au peuple indochinois

Front rouge

journal de combat marxiste-léniniste

Front Rouge (n° 48 du 30 novembre) publie une violente polémique contre la Ligue Communiste, l'accusant d'être une « digne élève des révisionnistes contre les peuples d'Indochine ». **Les quelques réserves de style que met la Ligue Communiste à son soutien au FNL sont, pour** Front Rouge, **la marque de la** « trahison trotskyste ». **Derrière ces lignes, se cache, outre les habituelles calomnies antitrotskystes, la petite guerre des groupes d'extrême-gauche pour accaparer le « bénéfice » du soutien au peuple indochinois.**

(...) Tout s'éclaire enfin, quand le trotskyste Rousset dit **(Rouge** n° 168) : **« Les peuples d'Indochine ne peuvent vaincre définitivement en dehors d'un contexte international favorable ».** Et les trotskystes utilisent au maximum toutes les ressources de cette théorie.

Premièrement, pour étayer leur anticommunisme viscéral : **« L'absence d'un soutien conséquent du camp socialiste et du mouvement communiste officiel international impose l'acceptation par les Vietnamiens de compromis » (Rouge** n° 179). Et bien entendu, ils mettent dans le même sac les révisionnistes et les marxistes-léninistes, l'URSS qui soutient ouvertement Lon Nol... et la Chine Rouge. Et ils sont, du reste, bien en mal de trouver ailleurs que dans les ragots de la presse bourgeoise, des preuves de la soi-disant trahison chinoise. Mais peu importe, ce qui compte pour la clique trotskyste, c'est de ne pas perdre une occasion pour déverser des calomnies anti-chinoises.

Deuxièmement, pour donner le beau rôle à leur soi-disant soutien : **« Face à cette escalade, face aux surenchères du génocide, il n'est qu'un seul recours : la mobilisation de l'opinion internationale » (Rouge** n° 154). Voilà pourquoi depuis deux ans, la ligue trotskyste s'agite pour prendre la direction du mouvement de soutien aux peuples d'Indochine. Puisque la tactique du FNL amène des « réserves », puisque les pays socialistes sont défaillants, le seul espoir des peuples d'Indochine reste donc... l'éventuelle direction des trotskystes sur le mouvement anti-impérialiste mondial ! **« L'essentiel,** disait le trotskyste Rousset, le 29 juillet, **est que nous pouvons peser sur la révolution indochinoise ».** Subordonner les facteurs internes, la lutte du peuple vietnamien, aux facteurs externes, le soutien international, c'est la même vieille théorie contre-révolutionnaire que défendait déjà Trotsky quand il prétendait que la révolution, dans la seule Union Soviétique, ne pouvait triompher sans le soulèvement du prolétariat européen. Cette théorie arrange bien les trotskystes qui n'ont jamais été capables, dans aucun pays, de mener une révolution jusqu'à la victoire.

A QUI PROFITE LA LIGUE TROTSKYSTE ?

Grattons un peu, et nous verrons que, tout nus, sans leur oripeaux « révolutionnaires », les trotskystes ressemblent beaucoup aux révisionnistes : même haine pour la guerre du peuple invincible, même exclusivité pour le soutien international, et mêmes calomnies anti-chinoises. Sous un masque plus révolutionnaire, les trotskystes attirent de nombreux jeunes dégoûtés par le pacifisme trop outrancier du P « C » F ; mais tellement peu de distance les sépare, que les trotskystes ne désespèrent pas d'être un jour admis dans le cénacle des « 48 organisations » grenouillant autour du P « C » F. En attendant, en disant, comme dans **Rouge** n° 168 : **« Nous pouvons obliger les réformistes sociaux-démocrates et staliniens (!) à multiplier et radicaliser leurs actions »,** le trotskyste Rousset appelle purement et simplement... à renforcer le révisionnisme. Décidément, leur place de prédilection est bien au cul des manifs du P « C » F : les trotskystes ont un bel avenir de morpions des révisionnistes et nous le leur laissons bien volontiers. Mais nous pensons qu'il est grand temps d'arracher à l'influence des révisionnistes et des trotskystes les milliers de jeunes qu'ils dévoient. Il est grand temps de développer un véritable mouvement de soutien, sans réserve, aux peuples d'Indochine. Créons partout des C.I.P. !

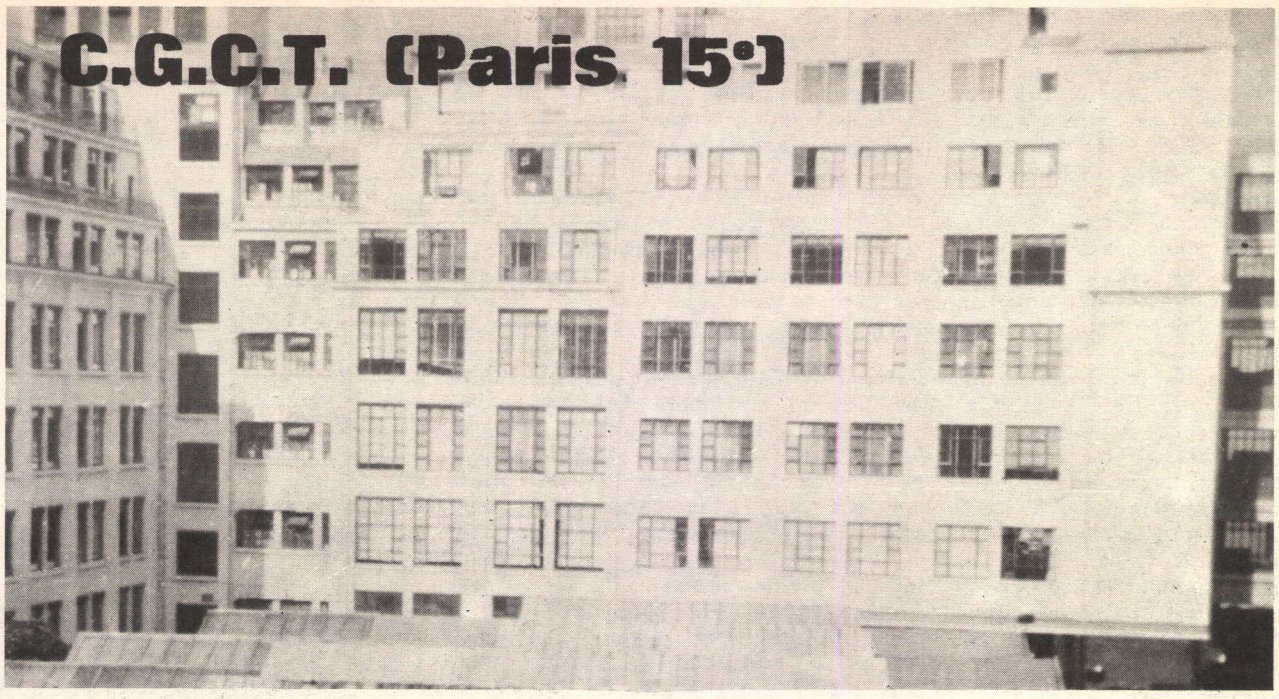
La justice contre le capitalisme ?

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

Rouge **(n° 182 du 2 décembre) publie en double page, sous le titre** « des juges contre la justice de classe », **certains textes du récent Congrès du syndicat de la Magistrature.** Rouge **n'y voit rien de moins que la « remise en cause » de la société capitaliste.** Rouge **espère-t-il la « transcroissance » de la justice bourgeoise ?**

Le Ve Congrès du syndicat de la Magistrature vient de se tenir à Paris. Le ministre de la Justice n'y assistait pas. Les juges, substituts et auditeurs de justice présents n'en ont pas moins tenu leurs travaux sur le thème : « La justice et la propriété ». Et la teneur des résolutions adoptées à l'unanimité par **les représentants de près d'un tiers des juges français** a de quoi surprendre. Car c'est plus qu'un pavé dans la mare : les juges ont expliqué, exemples à l'appui, que la loi protège mieux le vendeur que l'acquéreur, mieux le cumulard que l'agriculteur, mieux le patron que le salarié, mieux la propriété individuelle que la propriété collective ; que si 1.700 articles du code défendent la propriété, 500 seulement défendent les personnes ; et que, sur les 500.000 affaires qui, chaque année, concernent le droit du travail, 7.000 seulement se retrouvent devant les tribunaux. Ils ont proclamé la légitimité de la grève avec occupation d'usine et l'illégalité du lock-out patronal. C'est-à-dire qu'ils ont **remis en cause les bases mêmes de la société capitaliste.** Leurs débats (et leur action) méritent la plus grande publicité et le soutien des révolutionnaires. Nous publions ci-dessous, tels quels, des extraits de leur document de travail sur « le juge et l'entreprise ». Ils se passent de tout commentaire.



Discutons de l'activité syndicale, camarades de la Ligue Communiste... mais discutons-en sérieusement et honnêtement !

Dans son numéro 182, **Rouge** répond longuement à l'article du numéro 221 de **Lutte Ouvrière** consacré à la politique de la Ligue Communiste à la CGCT. Du moins, prétend-il le faire. Car un alignement de faits truqués par omission ou par ignorance, pour tenter de justifier une attitude que rien ne peut justifier, ne constitue pas une réponse.

Plat suivisme à l'égard des appareils

L'article prétend répondre **« sur les faits et sur le fond »**. Le fond, le voici.

Au nom de quoi une organisation qui se veut révolutionnaire peut-elle s'opposer à ce que des candidats soutenus par plus de 200 travailleurs de leurs secteurs se battent pour pouvoir se présenter aux élections de délégués du personnel, même contre le gré des appareils réformistes ? Au nom de quoi peut-elle jouer les mouches du coche des appareils, en intervenant avec un zèle, une fréquence, sinon avec une efficacité, plus grande encore que ces derniers pour tenter d'empêcher qu'un deuxième tour puisse avoir lieu avec la possibilité pour les travailleurs en butte à l'hostilité des appareils de se présenter ? Au nom de quoi peut-elle justifier la loi de 1945 instaurant le monopole des candidatures des grands appareils syndicaux reconnus par la bourgeoisie ; abdiquer de fait devant la prétention de ceux-ci de pré-sélectionner ce qui est « bon » pour les travailleurs et ce qui ne l'est pas et d'écarter les candidats qui n'ont pas l'heur de leur plaire — dans le cas de la CGCT, des candidats révolutionnaires notamment ?

Qu'est-ce donc si ce n'est du suivisme à l'égard des appareils bureaucratiques ?

L'auteur de l'article se tait soigneusement sur le fond. Aucune explication sur une page entière de « réponse ». A moins de considérer comme telle une phrase qui fait suite à une série de faits déformés, censés prouver que l'activité syndicale des militants de la Ligue était bonne, par contre celle des militants de L.O. mauvaise, et qui affirme : **« c'est dans ce contexte précis que les militants de la Ligue ont refusé d'appeler à l'abstention, non par position de principe mais en raison des conditions même de cette scission incomprise des travailleurs »**.

Laissons à la Ligue la responsabilité de son jugement sur le **« contexte précis »** et sur les **« conditions »** d'une **« scission incomprise des travailleurs »**. (La scission étant aux yeux de la Ligue non point le refus de l'appareil de présenter les candidats décidés en assemblée générale, mais le fait que les candidats écartés par l'appareil aient appelé à l'abstention au premier tour pour pouvoir se présenter au second.) Mais de toute façon, de quel droit la Ligue peut-elle invoquer des désaccords sur la tactique syndicale pour refuser à un groupe de travailleurs — soutenu par un grand nombre d'autres — un droit élémentaire de démocratie ouvrière ? Répétons de surcroît que la Ligue ne s'est pas contentée de **« refuser à appeler à l'abstention »**. Elle est intervenue, comme jamais on ne l'a vue intervenir, pour contrecarrer l'appel à l'abstention. Directement avec la **Taupe Rouge** qui parut à cadence accélérée. Par syndicat interposé : le texte de la CFDT prenant position à la suite de l'appareil CGT contre l'abstention n'a nulle part dans l'usine circulé aussi largement que là où se trouvent les militants CFDT de la Ligue.

Et l'auteur de l'article ose prétendre que cela **« ne signifie nullement... un soutien aux bureaucrates, puisque la** Taupe Rouge **appelait à voter CGT ou CFDT en rayant « ceux qui apparaissent comme des bureaucrates, où n'assument pas véritablement la défense des travailleurs »**. Cet appel à rayer « des bureaucrates » ne pouvait être en tout état de cause qu'une clause hypocrite, en ce qui concerne la CGT en particulier, car la liste CGT était justement celle monolithiquement établie par la fraction PCF, et d'où étaient écartés non seulement les candidats élus en assemblée de syndiqués, dont nos camarades, mais même les membres ou sympathisants de la Ligue. De surcroît, cette phrase, censée montrer la combativité antibureaucratique de la Ligue, est tirée d'un texte dont la plupart des paragraphes expliquent pourquoi ceux qui appellent à l'abstention ont tort et où, le paragraphe même d'où la phrase est tirée est, dans son intégralité, le suivant : **« Nous appelons les travailleurs pour les 8 et 9 novembre à élire leurs délégués sur les listes présentées par la CGT et la CFDT. Contrairement à ce qu'affirme un tract CGT appelant au vote pour le CE, on a** parfaitement le droit de rayer des noms, **sans que cela entraîne la nullité des bulletins. C'est un droit élémentaire de pouvoir rayer ceux qui, à nos yeux, apparaissent comme des bureaucrates, ou n'assument pas véritablement la défense quotidienne des travailleurs » (Taupe Rouge,** n° 56). C'est ce conseil juridique neutre, présenté comme une simple rectification d'une affirmation mensongère de la CGT que la Ligue présente comme le signe de sa combativité. Mais si nous avons cité le passage de la **Taupe Rouge** dans son intégralité, c'est également et surtout parce qu'il illustre la profonde malhonnêteté de l'auteur de l'article. Toute sa réponse fourmille de déformations des faits ou des textes, où celle subie par ce texte tronqué est encore des plus bénignes. Cela nous amène au reste de l'article.

Mensonge ou ignorance ?

L'article de **Rouge,** nous l'avons dit, élude l'essentiel au profit d'une série de critiques sur la façon dont nos camarades ont mené leur activité au sein de la CGT. Ce travail, nous le prenons suffisamment au sérieux pour accueillir avec plaisir les critiques des camarades d'autres tendances. Mais nous le prenons trop au sérieux pour discuter avec des gens qui ne le sont pas. Et des gens qui, comme l'auteur de l'article, adaptent les faits aux besoins de leur démonstration, qui les déforment par omissions conscientes indignes, ou par ignorance — ce qui n'est guère mieux — ne sont pas des gens sérieux. La quasi-totalité des faits alignés par l'auteur de l'article sont tronqués, truqués, mutilés, et ce qui reste d'à peu près véridique n'a pas grand-chose à voir avec l'usage qu'on veut en faire.

La thèse de l'auteur de l'article est la suivante : **« A la CGCT, les militants de L.O. sont tombés dans deux écueils, successivement »**, à savoir : travail trop clandestin d'abord — jouant **« le rôle de caution à peine critique de l'appareil »**, aventuriste après.

Et les faits ? Eh bien, il faut qu'ils s'adaptent. Voyons en quelques exemples.

— **« Lors d'une réunion animée par des militants de L.O., des camarades de la Ligue déposèrent une motion écrite réclamant des réunions générales mensuelles de syndiqués ; les militants de L.O., après avoir tenté de l'ignorer, la prirent finalement en considération ; mais reprochèrent aux militants de la LC de les « prendre comme intermédiaires entre eux et la fraction du PCF » ! Finalement, ces réunions mensuelles sont obtenues. »**

Passage qui signifie, pour qui sait lire, que les réunions générales des syndiqués ont été obtenues grâce aux militants de la Ligue et contre le gré des militants de L.O. qui auraient freiné des quatre fers.

Ce que l'auteur de l'article ne dit pas mais qui ressort malgré tout de ces lignes, c'est que si les militants de la Ligue ont pu déposer une motion écrite pour réclamer des réunions générales, c'est qu'il y avait déjà des réunions CGT, notamment celles animées justement par nos camarades. Et s'il y en avait, c'est grâce à notre travail. Sans aucune motion, nous avons amené même la fraction PCF à tenir des réunions syndicales régulières de secteur.

Ce qu'il ne dit pas, c'est que ces réunions de secteur étaient pour certaines animées par des militants du PCF, pour d'autres par nos camarades. Il y avait des militants de la Ligue aux deux. Sans discuter de l'opportunité tactique d'une motion velléitaire réclamant à la fraction PCF des réunions alors qu'on pouvait très bien l'y amener dans les faits, les militants de la Ligue n'ont déposé leur motion que dans une réunion animée par nos camarades afin que nous la transmettions aux responsables membres du PCF. Par contre, ils se sont bien gardés de le faire dans les réunions animées par les militants du PCF. Nos camarades ont transmis la motion. Qui des deux était **« ultra-souterrain »** donc ?

Ajoutons enfin que ce n'est, de toute façon, nullement cette démarche qui a fait que **« ces réunions mensuelles sont obtenues »**. C'est plus de deux mois plus tard, à l'occasion d'une Commission Exécutive où il y avait bien les militants du PCF et des camarades de notre tendance, mais personne de la Ligue, qu'une réunion générale des syndiqués fut décidée.

Pourquoi donc l'auteur de l'article tait-il cette partie des faits ? Par omission volontaire malhonnête, ou parce qu'il ne connaît rien à ce qui se passe dans l'entreprise ?

Puis l'auteur de l'article cite une série de « faits » censés démontrer qu'une fois que l'appareil a lancé ses attaques contre nos camarades, nous nous sommes comportés comme si notre **« fraction »** eut été **« la seule direction légitime du syndicat »**. (Nous avons contesté que la fraction PCF représente seule le syndicat, ce qui n'est tout de même pas tout à fait la même chose, mais il y a des nuances que l'auteur de l'article refuse de saisir.) En tout cas, les faits qu'il cite pour montrer que nous prétendions incarner la légitimité syndicale sont tous truqués.

— **« Lorsque les responsables staliniens de la section proposent une délégation pour aller discuter avec la CGCT Massy, ils (les militants de L.O.) la boycottent. »**

C'est au cours d'une CE, toutes tendances présentes, que la fraction stalinienne a proposé d'aller discuter avec le syndicat CGT de Massy pour établir des revendications communes aux deux entreprises CGCT. Massy réclamant des augmentations hiérarchisées, et la majorité de Vaugirard — sauf l'appareil — des augmentations uniformes, c'était une tentative pour étouffer la revendication de Vaugirard derrière une revendication sur un plan plus général. Néanmoins, toute la CE était bien sûr d'accord pour discuter avec les syndiqués de Massy. Tous étaient également d'accord pour que tous les syndiqués qui le désireraient puissent y assister. La rencontre devait donc avoir lieu après les heures de travail. Au dernier moment, les responsables PCF ont modifié le rendez-vous, en le mettant sur les heures de travail, afin que seuls les délégués puissent y assister. Là, nos camarades refusant de cautionner l'opération, refusant de passer outre la décision des syndiqués présents à la CE, ont décidé de ne pas aller à la rencontre.

Petit détail : celui des camarades de la Ligue qui était délégué et pouvait donc y aller n'y est pas allé non plus. L'auteur de l'article l'a-t-il oublié volontairement ou par ignorance ?

— **« Lorsque trois d'entre eux sont rayés de la Commission Exécutive CGT, ils annoncent qu'ils sont « membres de droit » de la CE, qu'ils siègeront quand même de toute façon, même non élus, parce qu'ils sont délégués et militants. »**

Les motifs qui nous sont attribués sont mensongers. Nos camarades n'ont pas accepté leur exclusion parce qu'elle fut le fruit des manœuvres bureaucratiques, d'un « référendum » contrôlé par la seule fraction PCF. L'auteur de l'article ajoute de nouveau une omission au mensonge. Nos camarades ont fait circuler parmi les syndiqués un texte réclamant que les camarades fassent partie à part entière de la Commission Exécutive. L'auteur de l'article ne peut pas l'ignorer s'il a discuté avec ses camarades de l'entreprise, puisque leur militant le plus responsable de la CGT a refusé de signer ce texte ! Soixante et un syndiqués n'ont cependant pas eu ce genre de prudence-là, chiffre qui constituait, à l'époque, plus de la moitié des syndiqués de l'usine Vaugirard proprement dite. L'auteur de l'article est-il donc au courant ? Si non, de quel droit parle-t-il ? Si oui, pourquoi se tait-il là-dessus ?

— **« Dans une réunion de la Commission Exécutive, mis en difficulté, les membres du PCF et leurs partisans quittent la salle, les militants de L.O. décident de continuer la réunion et prendre des décisions tout seuls (à 12 sur 42 !). »**

Deux mensonges dans une seule phrase. Le premier, indirect et par sous-entendu, est tellement gros qu'il frise le ridicule. Pourquoi les membres du PCF seraient-ils en difficulté au point de quitter la salle, s'ils n'étaient pas en minorité ? Comment seraient-ils en minorité, s'il y avait 42 personnes à la réunion et, là-dessus, 12 seulement contre eux ? Les réunions de CE se faisaient généralement à une vingtaine, et à cette réunion, comme d'habitude, les militants du PCF étaient en minorité. Ils avaient néanmoins proposé l'élection d'un bureau pour chapeauter la CE, en proposant comme composition : huit staliniens et deux « gauchistes ». Proposition refusée par la majorité. Les staliniens partent. Les autres restent parce que l'ordre du jour n'est pas épuisé.

Deuxième mensonge, **« les militants de L.O. décident... tout seuls »**. Non, les camarades de la Ligue sont également restés à la réunion. Ils ont même pris part aux décisions prises en réunion, en l'absence des staliniens. La seule chose contre laquelle ils protestèrent le lendemain, c'est que les décisions prises soient affichées sur les panneaux syndicaux comme cela se fait d'habitude. Protestation bien caractéristique de leur attitude oscillante dans toute leur activité.

Ce n'est que quelques exemples parmi bien d'autres. En particulier, il y a tout au long de l'article la volonté systématique de présenter la lutte de nos camarades pour la démocratie syndicale en particulier et pour la démocratie en général comme une lutte complètement en marge des travailleurs, devant leur indifférence sinon leur hostilité. Et de citer des chiffres... Oui, il est vrai qu'à l'assemblée des syndiqués qui a proposé la candidature de nos camarades, il n'y avait que 23 syndiqués. Parce que c'est vrai également que le syndicat CGT est squelettique dans l'entreprise, qu'il n'y a que 120 syndiqués à la rue Vaugirard et une vingtaine supplémentaire à la pointe d'Ivry, sur une grande entreprise de 3.000 travailleurs. Parce qu'il est vrai que là-dessus il n'y a qu'une minorité qui s'intéresse à la vie syndicale, parce qu'aussi les pratiques de l'appareil, comme celle qui est en discussion et que la Ligue couvre en fait, ne peut guère encourager les travailleurs à s'y intéresser. Mais parce qu'aussi, cette assemblée était boycottée par le PCF — activement, en faisant barrage aux portes de la cantine — et volontairement ignorée par d'autres, comme justement les militants de la Ligue. Il n'en reste pas moins que c'est la seule assemblée des syndiqués qui se soit tenue pour désigner les candidats.

Mais la décision de cette assemblée que la Ligue conteste tant a été tout de même contresignée par plus de 200 travailleurs des secteurs où les candidats sont connus, et où certains d'entre eux sont délégués depuis des années. De cela, pourquoi l'auteur de l'article ne parle-t-il pas ? Peut-être parce que les militants de la Ligue, eux, ont refusé de signer le texte réclamant que nos camarades soient candidats... De même, lui qui parle du heurt de **« deux cliques rivalisant pour la direction devant un public ouvrier de plus en plus écœuré et de moins en moins nombreux »**, lui qui compare la **« cigale »** L.O., au patient et efficace travail des **« fourmis »** de la Ligue, pourquoi ne parle-t-il donc pas des réunions de secteur organisées régulièrement par nos camarades et rassemblant entre 100 et 200 participants ?

Et où les militants de la Ligue ne jouent que les figurants, lorsqu'ils veulent bien les jouer, et lorsqu'ils ne préfèrent pas jouer le même rôle aux très épisodiques réunions de la fraction PCF ! La **« fourmi »** a tout l'air d'être un coucou...

Alors, discuter de tactique syndicale ? Oui, mais avec des militants révolutionnaires sérieux. Pas avec quelqu'un qui torture les faits jusqu'à ce qu'ils finissent par dire ce qu'il a envie qu'ils disent. Pas avec quelqu'un qui, s'il ne déforme pas sciemment la vérité, ne se donne pas la peine de la connaître, de la vérifier scrupuleusement. Pas avec quelqu'un qui prend l'activité dont il parle par-dessus la jambe, comme il prend d'ailleurs les propres lecteurs de son journal, vis-à-vis de qui il ne doit guère avoir de considération pour raconter aussi facilement n'importe quoi.

Une dernière chose encore. L'auteur de l'article affirme qu'à **« Alsthom-St-Ouen... des militants de Lutte Ouvrière dirigeant la CFDT manifestent plus que des réticences depuis septembre à syndiquer deux militants de la Ligue exclus de la CGT »**. Il ne va tout de même pas jusqu'à oser affirmer que nos camarades n'ont pas accepté l'adhésion des siens. Mais que c'est une grande affaire ! Ces militants, donc, qui veulent affronter toute la société bourgeoise, n'oseraient donc pas affronter **« la réticence »** des militants de L.O. pour militer à la CFDT ! Si c'est le cas, avec des militants comme cela, la révolution n'est pas pour demain...

Georges KALDY.

FOS-SUR-MER

Le capital à la conquête de

La légende officielle, celle que l'on enseigne aux enfants des écoles sous le titre « instruction civique », et qu'illustrent les discours électoraux des hommes politiques bourgeois, affirme que l'Etat est — ou devrait être, lorsque ce sont des représentants de l'opposition qui parlent — le garant des intérêts généraux de la « nation ».

Les marxistes affirment, eux, que l'Etat, loin de défendre les intérêts de toute la population, ne peut-être que le défenseur d'une classe sociale déterminée. Et que l'Etat actuel, est un Etat bourgeois, défendant les intérêts des patrons et des banquiers contre les travailleurs.

Ce rôle de défenseur des bénéfices d'une minorité privilégiée joué par l'Etat bourgeois est évident lorsqu'il envoie ses CRS et ses gendarmes contre des ouvriers en grève, ses légionnaires combattre des peuples opprimés par l'impérialisme français. Mais l'Etat bourgeois n'est pas seulement dans ces occasions-là le garant des intérêts des possédants. Il l'est tous les jours, dans chacun de ses actes, même dans ceux que l'on essaie de nous présenter comme les plus désintéressés.

A notre époque, les trusts ne maintiennent et n'augmentent d'ailleurs leurs bénéfices que grâce à l'aide de l'Etat. D'un Etat qui non seulement dicte et fait respecter une loi qui est celle des patrons, mais qui leur verse aussi directement de confortables subventions. Car l'argent que rapporte à cet Etat une fiscalité de plus en plus lourde aux pauvres n'est pas perdu pour tout le monde. Et il n'est pas non plus destiné aux équipements sociaux indispensables, comme le prouve la carence profonde de ce pays en ce qui concerne les écoles, les hôpitaux, le logement, les crèches, etc.

C'est sous de multiples formes que l'Etat déverse sa manne dans les coffres-forts des industriels et des banquiers. L'aménagement de la zone de Fos, dont on fait grand bruit depuis quelques années, et que l'on présente volontiers comme une des grandes œuvres du régime, est un bon exemple de cette politique. Sous prétexte de « créer des emplois », de « lutter contre le chômage », c'est un cadeau royal que l'Etat fait à un certain nombre de grandes sociétés. Ce sont des milliards de nouveaux francs qui sont engloutis là pour le plus grand profit des trusts, et pour le seul profit des trusts.

A Fos, l'Etat montre qu'il n'est pas seulement le gendarme des banquiers, mais qu'il est aussi, finalement, leur banquier.

F.D.

Le Far-West en Camargue

DEPUIS que, en 1962, la décision a été prise de transformer la Crau aride, sauvage et caillouteuse, en une vaste zone industrielle, le Far West s'est installé en Provence. D'abord par la course au profit qu'y livrent les grandes entreprises, ensuite par les conditions auxquelles sont soumis les travailleurs.

Tout d'abord, l'étang de Berre a été métamorphosé en un gigantesque port, un des plus grands d'Europe ; il peut actuellement accueillir des bateaux pétroliers et minéraliers de 250.000 tonnes. Il est prévu pour en accueillir de plus gigantesques encore. Trois aéroports le cernent : Salon, Istres et Marignane.

Quant à l'industrie pétrolière, elle est déjà bien installée et compte sur l'arrivée des super-tankers de plus de 300.000 tonnes.

Il est prévu l'installation (en cours de réalisation) d'entreprises de très grande taille.

Moyennant quoi, la population de la région Fos-Etang de Berre, actuellement de 140.000 habitants, doit s'élever en 1976 à 220.000 habitants, en 1985 à 450.000, et à la fin du siècle à un million.

Un prétexte : le chômage

Pour mettre en marche tout cela, l'Etat déverse une véritable manne dans la poche des industriels, car tout se fait sous prétexte de sauver la région Provence-Côte d'Azur.

Celle-ci connaît, en effet, un grave problème de l'emploi. Il y a actuellement dans la région environ 35.000 demandes d'emploi non satisfaites qui correspondent à un bien plus grand nombre de chômeurs réels, car les jeunes sont particulièrement atteints : un sur quatre d'entre eux est sans travail, et nombre de gens qui n'apparaissent pas comme demandeurs d'emploi sont en fait occupés à des minuscules travaux.

Et ce serait pour remédier à ce sous-emploi chronique que les pouvoirs publics se sont mis à aider considérablement des entreprises pourtant de bonne taille.

De fait, les industriels qui bénéficient des deniers étatiques ne sont pas des moindres : Wendel-Sidelor, Ugine-Kuhlmann, ICI, Air Liquide, Naphtachimie, Dassault, Shell...

De la terre...

L'Etat a d'abord acheté les terrains ou les a déclarés d'utilité publique, c'est-à-dire passibles d'expropriation, ou les a considérés comme zone d'aménagement différée pour empêcher la hausse des prix. Mais les terrains achetés, il les a revendus à des prix souvent inférieurs au prix d'achat et en tout cas défiant toute concurrence. C'est ainsi que SOLMER (Société édifiée dans le but de construire à Fos une grande usine sidérurgique et dépendant du groupe Wendel-Sidelor) a payé 6 F le mètre carré pour occuper 1.400 hectares ; Ugine-Kuhlmann, qui occupera 300 hectares, a payé le mètre carré 10 F.

Mais l'Etat ne se contente pas de fournir des terrains bon marché aux industriels, il s'est engagé à leur en aménager l'ensemble. Le Port Autonome de Marseille, entreprise publique, s'est, pour sa part, chargé de l'ensemble des installations portuaires indispensables au fonctionnement de cet ensemble puisque tout repose sur l'approvisionnement en métaux par les grands minéraliers et sur la grande voie navigable vers le nord qu'est le Rhône.

...et de l'argent pour les trusts

Tout ce qui est aménagement est à la charge de l'Etat et des collectivités locales. En ce qui concerne les travaux d'urbanisation, l'Etat s'efforce de les faire retomber sur les collectivités locales qui, faute de moyens, sont bien en peine de réaliser tout le nécessaire : routes, écoles, centres de formation professionnelle, égouts, eau, etc.

S'ajoute à cela une participation pour un tiers à la SOLMER qui se chiffre à 1,8 milliard de francs. La SOLMER avait prévu un budget de 6 milliards de francs. Mais le financement ayant été « mal » étudié, la SOLMER a redemandé un demi-milliard de plus.

D'autre part, l'Etat aide au financement de ces grandes entreprises par des prêts considérables. Il prête par l'intermédiaire de la BEI, qui est une banque formée par les gouvernements à la suite du traité de Rome, et qui est chargée de développer les régions peu industrialisées, et par celui du FDES qui est un fond de l'Etat.

De plus, il promet des bonifications sur les intérêts de ces emprunts en faveur des emprunteurs : les grands industriels.

L'apport total du secteur privé à Fos est de 10 milliards de francs ; le prêt que leur fournit l'Etat est de 2 milliards. Mais on peut évaluer à environ 2,8 milliards de francs la contribution de l'Etat pour l'aménagement de Fos, c'est-à-dire pour le port, l'achat et le comblement des terrains,

L'Etat, banquier des trusts

la mise en place de l'infrastructure : téléphone, eau, électricité, route, chemin de fer, etc.

Inutile de dire que les profits, par contre, qui seront tirés de la mise en

Mais le chôm

Certes, officiellement, Fos a été construit pour résoudre le problème de l'emploi crucial dans la région et de son sous-développement.

En fait, il semble bien que ce but-là ne sera pas atteint.

Sur le plan national, le pourcentage de personnes actives est de 40 %. Il n'est dans la région que de 36 %. Mais de 1964 à 1971, le nombre des demandes d'emploi, non satisfaites, loin d'avoir diminué avec Fos, a progressé de 106 %. Ainsi, l'édification de Fos est loin d'avoir résolu le problème du chômage. Bien sûr, le complexe industriel n'est encore qu'en construction, mais sa construction même était censée donner du travail. Dans la zone de l'étang de Berre, au 1er janvier 1971, il y avait, pour une population de 135.800 habitants, 51.600 emplois. Les prévisions les plus optimistes pour le 1er janvier 1976 envisagent une population de 222.000 habitants, dont 90.000 viendront de toute la France, et seulement 96.000 emplois.

Fin 1974, SOLMER, Ugine-Kuhlman et ICI n'auront que 6.000 emplois permanents. En effet, les entreprises

TABLEAU DES CHAR(
(en millions de

Poste	To
Investissements dans la zone industrielle et portuaire et dans les voies navigables ..	70
Pour urbaniser les rives de l'étang de Berre	6
Investissements publics dans les grands équipements structurants	
Aides aux voies navigables ...	
Télécommunications en 1971, 1972, 1973	
Dotation du FIAT et du FIANE (environnement)	
Bonifications des taux d'intérêts des prêts de 2.000 millions accordés par le FDES	
Aménagement de la zone de Fos par l'Etat au cours du Ve Plan	

marche de ces entreprises, reviendront sans conteste aux grandes entreprises. Et ces « investissements publics » sont en fait une subvention à peine déguisée au grand patronat.

age continue

édifiées sont des plus modernes et n'emploieront que peu de personnel. Il est prévu la création en cinq ans de 12.000 emplois industriels nouveaux, auxquels s'ajouteront des emplois dans les services. Mais on reste là, bien en deçà des besoins réels de la région.

D'autant plus que toute une partie du personnel, notamment les cadres et techniciens, viendront de Lorraine s'installer dans la région suivant l'usine. Le prétexte de l'emploi n'est donc bien qu'un prétexte pour déverser l'or de l'Etat sur les grandes entreprises et « rendre l'industrie française concurrentielle » pour le plus grand profit du patronat. Selon l'adage classique du capital : comme ce sont les patrons qui donnent du travail, donc qui font vivre les régions, eh bien il faut aider les patrons à réussir.

Ici, l'Etat aide et aide bien le patronat à installer de nouveaux centres d'exploitation des travailleurs. Mais la population, pour sa part, est d'ores et déjà moins bien partagée.

Correspondant L.O.

ES DES POUVOIRS PUBLICS
francs) en octobre 1971

tal	Etat	Collectivités locales
8,5	371,7	336,8
0,5	354,8	315,8
	411,3	
	200	une partie de ces fonds aurait été nécessaire même sans la construction de Fos.
	100	
	10	
	60	
	557	

Le mistral ou un incident... de quelques tonnes

Parmi bien d'autres

Durant le week-end du 21 et 22 octobre, une poutre métallique de plusieurs tonnes de la charpente de l'aciérie a été descellée par le mistral et a écrasé deux engins de chantier une trentaine de mètres plus bas. C'est une chance inouïe que cet accident se soit produit un jour où le chantier ne travaillait pas et on peut imaginer ce que cela aurait donné un jour de semaine. Cette poutre était — en principe — définitivement assemblée à l'ouvrage et aurait donc dû résister à l'action du vent.

Ceci donne en tout cas une idée de la manière dont a été conçu le complexe de Fos, c'est-à-dire sans tenir compte, entre autres, d'un facteur aussi important que le mistral, dans une région où il souffle une grande partie de l'année.

Le vent, d'ailleurs, ne vient pas seul, il transporte avec lui des quantités importantes de sable qui risquent de détériorer considérablement les laminoirs lorsque ceux-ci seront en marche. On en est à dire qu'il faudra arrêter les laminoirs quand le vent soufflera.

Si les laminoirs ne sont pas encore en état de marche, on n'en est quand même pas moins obligé de cesser le travail sur les chantiers quand le vent atteint 60 km/h car la situation est alors insupportable. Du moins, c'est ce qui devrait être fait. En réalité, le service de sécurité de SOLMER prévient effectivement quand le vent atteint cette vitesse, mais les entreprises ne tiennent pas compte de cet avis..

Tout pour les grosses entreprises !

Fos est un immense chantier, mais rien n'a été fait pour les travailleurs de ce chantier. Les premiers arrivés ont pu trouver un HLM, les suivants un petit bout de terrain pour leur caravane, et maintenant, les locations augmentent, les caravanes s'entassent, chaque centimètre carré est occupé.

Les terrains le long du chemin de fer sont utilisés sans la moindre protection. Plusieurs enfants sont déjà morts, écrasés par le train.

Toute l'infrastructure, égouts, eau potable, logements, a été oubliée. L'Etat subventionne grassement les entreprises, mais rien n'est prévu, ou presque rien, pour les travailleurs qui construisent ces usines.

L'Etat a trouvé plus simple de se décharger de tout cela sur les communes et compte sur les municipalités, sans rien donner pour sa part pour créer toute l'infrastructure destinée aux travailleurs. Ce n'est pas que l'intendance ne suive pas, elle n'existe même pas...

Les transports à Fos

La main-d'œuvre qui travaille à Fos vient de partout en France, mais une bonne partie, tant des ouvriers que des employés, vient de Marseille. Cela veut dire qu'ils ont au minimum trois heures de transports par jour, en voiture, en raison des embouteillages permanents. Il n'existe qu'un seul train le matin et le soir. Si vos horaires ne correspondent pas, une seule solution : attendre, ainsi, après être parti de chez soi à 6 h, on ne peut compter être de retour avant 19 h 30-20 h.

Dernièrement, les Ponts-et-Chaussées ont construit un énorme viaduc, le viaduc de Carontes, qui comporte six voies et double le pont mobile de Martigues. Il fallait environ une heure pour passer le pont de Martigues qui était (et est toujours) effroyablement engorgé. Mais le viaduc n'a rien fait gagner car c'est maintenant au débouché, à La Mède, que se situe l'engorgement, quelques kilomètres plus loin.

De plus, cet impressionnant ouvrage a eu tous les déboires, et son trafic est réduit à trois voies pour des raisons de sécurité. En effet, à sa mise en place, la flèche était très importante. Le trafic des bateaux a dû être suspendu pendant plusieurs semaines.

Grèves sur les chantiers

Deux grèves importantes ont arrêté les chantiers, l'une fin juin, l'autre plus récemment, fin octobre, début novembre. C'est que les salaires sont bas et ceci pour un travail de bagnard, dans des conditions dignes de la conquête de l'Ouest. Les grévistes revendiquaient surtout l'amélioration des conditions de travail.

En effet, qu'il pleuve ou qu'il fasse beau, la situation est infernale. Quand il pleut, la zone industrielle se transforme en un véritable bourbier où tout le monde patauge dans vingt centimètres d'eau. Mais quand il ne pleut pas et que le vent souffle, ce qui est très fréquent, l'air devient irrespirable. Le va-et-vient constant des camions soulève des nuages de sable et de poussière. Les ouvriers demandent le goudronnage des pistes ou au moins leur arrosage.

Si ce n'est déjà pas une sinécure que de faire ce travail de pionnier sur le désert de pierre et de sable, les patrons en rajoutent. Il n'y a pas d'eau potable sur les chantiers, ni d'ailleurs de w.c. ou de douches, les rares qui existent sont pratiquement inutilisables. Il n'y a pas d'infirmerie et très peu d'ambulance. En juin dernier, un travailleur est mort en attendant les secours qui n'arrivaient pas. Ses camarades s'étaient mis en grève et avaient bloqué la circulation pour protester.

Il n'y a pas de cantine non plus...

C'est tout cela que les ouvriers des chantiers de Fos, excédés, exigent.

Et, face aux grévistes, les multiples patrons se repassent la balle. Ceux-ci dépendent, en effet, d'une multitude d'employeurs : Solmer, le Port Autonome, les entreprises sous-traitantes (150), les entreprises intérimaires, etc.

échos des entreprises

Les organisateurs de la pagaille

ça continue

● *RENAULT (Billancourt)*

Vendredi dernier, les travailleurs du département 59 chômaient une fois de plus par décision de la direction. C'était prévu, mais c'est aussi le signe que la direction ne veut pas changer de ligne de conduite :

— Diminuer les délais, resserrer la discipline et nous faire chômer lorsqu'elle l'a décidé.

Augmenter nos salaires, revenir immédiatement aux quarante heures, ces solutions ne lui viennent pas à l'esprit. La rentabilité d'abord, voilà la seule chose qui l'intéresse.

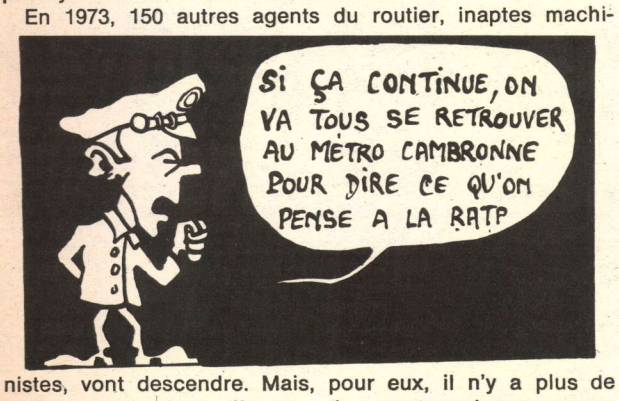
tu parles d'une filière !

● *RATP (Lignes 8 et 9)*

Depuis le début de la transformation et de la modernisation du réseau, plus de 1.600 agents du routier sont descendus au ferré.

Pour la plupart, selon leurs possibilités, ils ont pu s'y qualifier dans les filières qu'ils avaient choisies (chef de train, conducteur, chef-surveillant, receveur), comme le prévoyait l'accord de modernisation.

En 1973, 150 autres agents du routier, inaptes machi-



nistes, vont descendre. Mais, pour eux, il n'y a plus de choix : on ne leur offre que des postes de receveurs, malgré les promesses que la direction avait faites.

Il paraît que les autres filières sont excédentaires, qu'il ne reste plus que celle-là. Par contre, outre les camarades du routier, il va y avoir un certain nombre de chefs de trains (libérés par le pilotage automatique) et d'agents des stations à reclasser.

Faut-il comprendre que nous allons tous nous bousculer au portillon... des recettes ? La direction n'en dit rien. Raison de plus pour nous méfier.

Vols et escroqueries de la direction

au voleur !

● *CITROEN (Clichy)*

Les ouvriers travaillant en équipe ont une indemnité d'une demi-heure de casse-croûte, payée pour chaque jour de travail, indemnité qui doit être aussi payée pour les congés payés et les jours fériés, et ce en vertu de la convention collective.

Mais Citroën ne respectait jamais cette loi. C'est seulement cette année que, pour la première fois, la direction payait ces indemnités. Et pour cause ! Citroën est poursuivi en procès par la Sécurité sociale. C'est ainsi que le pot aux roses a été découvert : la direction nous volait chaque année une moyenne de quinze heures de salaire. Ces indemnités jouant aussi pour le calcul de la retraite, de l'assurance maladie, etc. La direction nous doit donc quinze heures par année, c'est-à-dire qu'elle nous doit au moins le rappel légal de cinq ans, ce qui fait soixante-quinze heures !

Mais elle n'a pas encore payé, et elle essaiera de ne pas le faire.

Il nous faudra donc exiger le paiement de ces soixante-quinze heures de salaire pour les travailleurs en équipe.

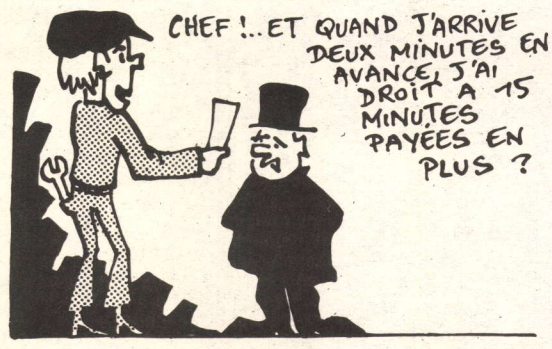
une escroquerie entrée dans les mœurs

● *CGCT (Massy)*

Ceux d'entre nous qui doivent utiliser les appareils de pointage n'ont qu'une ou deux minutes de « tolérance », accordées « généreusement » par la direction, pour trouver leur carton et pointer.

Passé ce délai, c'est un quart d'heure de la paie qui saute. C'est ainsi. Cela fait, paraît-il, partie du règlement. Et le règlement, quand il arrange les patrons, il est appliqué.

Pourtant quand nous arrivons en retard, ce n'est géné-



ralement pas parce que nous voulons quelques minutes de repos en supplément. Bien souvent, il s'agit de problèmes de transports, un temps passé dans les embouteillages (et jamais payé celui-là) un peu supérieur à ce que nous avions prévu.

Le patron extorque bien assez de profit sur notre dos, chaque jour, pour que ces petits retards puissent être comptés comme quantité négligeable.

la meilleure solution aux erreurs : suppression du boni

● *WORTHINGTON (Le Bourget)*

Un camarade, s'étant aperçu en vérifiant ses bons qu'il perdait de l'argent, à cause des heures qu'on lui avançait et qu'il ne récupérait jamais, est allé protester auprès de Tagada. Celui-ci a donné les bons à recontrôler et la comptabilité a reconnu que notre camarade avait été volé puisqu'il doit recevoir un rappel de 170 F. Mais, en fait, c'est certainement plus que la direction lui doit. Et beaucoup d'entre nous doivent être certainement victimes de pareilles erreurs.

La direction nous oblige à faire notre travail correctement, mais elle est incapable de faire le sien. Il nous faut avoir l'œil et surveiller le contrôle de nos bons. Et, pour éviter toutes ces erreurs qui ne profitent qu'à la direction, toutes ces tracasseries et heures perdues à vérifier notre paie, la meilleure solution serait la suppression du boni avec un salaire mensuel garanti quel que soit notre rendement et notre charge de travail.

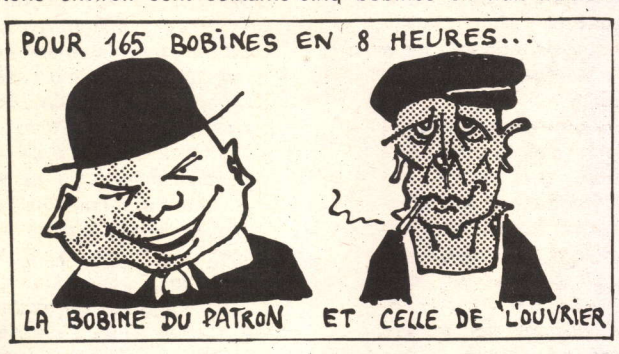
Chez Michelin

le progrès pour les travailleurs, pas pour les patrons

● *MICHELIN (Clermont-Ferrand)*

A RC 2, quand nous rentrions à l'usine, il y a environ quinze ans, il nous fallait travailler sur huit machines, ce qui faisait une production d'environ quatre-vingts bobines en huit heures.

Aujourd'hui, avec l'amélioration de la technique, c'est sur quinze machines que nous travaillons, et nous sortons environ cent soixante-cinq bobines en huit heures.



Mais, comme la technique progresse toujours, on peut voir à l'essai dans l'atelier deux camarades travaillant sur vingt-quatre machines et un camarade travaillant sur dix-huit machines. Si bien que le bruit court que nous aurions dans quelque temps à travailler sur vingt-quatre machines.

Le progrès, entre les mains des patrons — et le nôtre ne fait pas exception à la règle — a pour conséquence l'inverse de ce qu'il serait normal qu'il soit, c'est-à-dire réduction du temps de travail, amélioration de nos conditions de travail et augmentation des salaires. En effet, pour Michelin, le progrès lui sert à rendre plus rentable l'atelier. Il supprime des gens qu'il recase ailleurs tant bien que mal.

Tant que le progrès sera au service des patrons, il n'amènera que difficultés pour les uns et toujours plus de richesses pour les autres.

Seul, le progrès au service des travailleurs changera réellement la vie des travailleurs.

Pour cela, il faudra exproprier les patrons.

non à la sélection BIB !

● *MICHELIN (Cholet)*

Non content d'effectuer une sélection à l'embauche, Michelin veut également l'appliquer une fois que nous sommes embauchés. C'est-à-dire qu'une fois le service militaire accompli, le chef du personnel ne reprend que les jeunes considérés « aptes au service Michelin ».

Pour cela, il y a un moyen très simple : c'est de licencier les autres avant même qu'ils partent. C'est ainsi que, la semaine dernière, le chef du personnel a renvoyé plusieurs camarades le jour même où ils demandaient leur compte pour départ au service.

Dans le service, la stupéfaction fut d'autant plus grande

qu'aucun motif valable n'a été donné contre eux, et que la direction s'est bien gardée d'ébruiter l'affaire.

Michelin n'a sans doute aucune envie de voir les autres travailleurs s'en mêler. Car, s'il peut facilement se débarrasser d'un travailleur isolé, il en va différemment lorsque ses camarades organisent la solidarité autour de lui.

Les syndicats désorganisent les luttes

journées bidon

● *TRI PTT (Nancy-Gare)*

La semaine dernière, nous avons eu la surprise d'apprendre par les journaux ou la radio que les directions FO et CFDT avaient décidé une journée d'action s'étalant sur quatre jours et devant débuter le mardi 28 novembre.

Pour la CFDT, il s'agissait d'une journée concernant l'ensemble des ambulants, des centres de tri et des bureaux-gares de France, alors que pour FO « l'action » devait se limiter aux agents de tri de Paris seulement. Quant à la CGT, elle n'a même pas été consultée.

A Nancy, personne ne savait plus où donner de la tête, car non seulement nous n'avions pas été prévenus, mais aucun des responsables syndicaux ne paraissait être très au courant !

Ces mouvements entrepris séparément et consistant à nous lanterner de journées d'actions en journées d'actions montrent que ce qui préoccupe ces messieurs, ce sont leurs intérêts de boutique qui n'ont rien à voir avec ceux des travailleurs.

Nos raisons de mécontentement ne manquent pourtant pas. Nos conditions de travail déjà pas fameuses risquent d'empirer, et l'administration va encore exiger des efforts supplémentaires.

Formation Professionnelle pour Adultes (Bourges)

Une politique criminelle

DANS la meute des ministères criant famine, celui des Affaires sociales est bien placé. Les centres de F.P.A. qui en dépendent fonctionnent aux moindres frais. Le centre de Bourges est sans doute un modèle du genre. La « récupération » y est pratiquée à grande échelle ; même les moindres copeaux de ferraille sont les bienvenus. Quant aux stagiaires, ils sont fréquemment réquisitionnés pour des travaux qui n'ont rien à voir avec leur apprentissage, y compris les travaux réputés dangereux comme le terrassement et la maçonnerie. Un accident récent vient de montrer où peut conduire une telle politique.

Novembre : la direction veut transformer un bâtiment de fond en comble, et notamment abattre les cloisons et le plafond. Problème : comment effectuer les travaux sans faire appel à une entreprise extérieure ? Solution : organiser des équipes de stagiaires. L'équipe du 22 novembre a pour tâche d'abattre les cloisons. Un membre de la direction, à la compétence affirmée, donne la marche à suivre : « Défoncez les cloisons à la base, le reste tombera tout seul ». Les faits

(Ph. L.O.)

se sont chargés de vérifier la justesse de cette haute stratégie. Tout tomba effectivement... sur le dos des stagiaires. Bilan : trois blessés, dont un grièvement. Aux dernières nouvelles, il pourrait même rester infirme. Seule la providentielle présence d'une brouette, qui a retenu une partie de la cloison qui s'effondrait à proximité, lui a évité d'être complètement écrasé.

Dix stagiaires travaillaient dans le bâtiment au moment de l'accident.

Correspondant L.O

GRÈVE AU CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE RENNES

LE 16 novembre, à l'appel des syndicats CGT et CFDT, environ 200 personnes de l'HP et du CHR se retrouvèrent devant la préfecture. Ce ne fut pas le préfet qui nous reçut, mais ses flics. Mais, si l'administration voulait nous impressionner, c'était sans compter sur les travailleurs du CHR. En effet, le lendemain, après une entrevue sans succès avec la direction, près de 300 personnes décident de continuer la grève. Mais, dans un hôpital, il en va autrement que dans une usine, car la grève des soins ne gêne en rien la direction, mais au contraire ceux-là même pour qui nous luttons : les malades.

C'est pourquoi, une grève administrative qui a pour but de bloquer le système financier de l'hôpital est envisagée : cela demande une grande préparation. Le samedi, les grévistes rédigent eux-mêmes des tracts destinés aux visiteurs du dimanche et au personnel. Le lundi, nous sommes toujours aussi nombreux et aussi déterminés pour soutenir les délégués qui ont une entrevue avec la direction.

A 14 heures, devant près de 350 personnes, les syndicats nous donnent les résultats de l'entrevue :

— titularisation des auxiliaires en place remplissant les conditions (!) ;

— assurance que les postes prévus (152 pour 1972, 140 pour 1973) seront fournis ;

— une heure d'information syndicale mensuelle pour tous.

Evidemment, c'est un acquis. Mais par rapport à ce qui était demandé, c'est peu : sur 393 postes strictement nécessaires, 152 seulement sont accordés ! Rien au sujet des salaires (1.100 F minimum demandés). Rien sur les primes égales pour tous. Rien sur le remplacement du personnel indisponible (maladie, maternité...).

C'est donc peu satisfaisant, et pour les malades, et pour le personnel. Les syndicats en jugèrent autrement et appelèrent à reprendre le travail, en se gardant bien de procéder à un vote, ce qui provoqua un certain mécontentement dans le personnel.

Devant les protestations, la grève est prolongée pour soutenir les travailleurs de la Buanderie, dont le problème doit être étudié l'après-midi. Mais beaucoup déjà étaient partis, ayant compris, par l'attitude des délégués syndicaux, que c'était fini.

Le lendemain, c'est quand même 50 personnes qui se rassemblent. Mais que pouvaient-elles faire ? C'est alors que les syndicats firent voter « démocratiquement » la reprise du travail.

Si les résultats sont faibles, le personnel, par sa mobilisation et le dynamisme de sa lutte, a montré qu'il peut lutter pour ses revendications. Et si les travailleurs savent que l'administration est forte, beaucoup ont appris dans la lutte qu'ils ne pouvaient guère compter sur les syndicats pour vaincre.

Correspondant L.O.

Châtillon-sous-Bagneux

LES LOCATAIRES DES H.L.M. S'ORGANISENT

SELON le projet gouvernemental, l'autoroute A 10 (Paris-Chartres) traverse la proche banlieue sud, et notamment les communes de Malakoff, Bagneux et Châtillon-sous-Bagneux. L'expulsion des habitants des quartiers concernés fut décidée en juin 1972... et menée tambour battant puisque la date d'éviction définitive fut fixée au 1er juillet !

A cette époque donc, les expulsés commencèrent à emménager dans une cité HLM de Châtillon-sous-Bagneux « prévue » pour eux. Les déménagements se sont effectués dans la mauvaise humeur, d'une part parce qu'il fallait le plus souvent quitter un pavillon, peut-être sans confort mais avec un jardin, pour aller vivre dans une cage à poules en chantier et, d'autre part, parce que nous n'avions toujours pas perçu l'indemnité d'éviction, ce qui se traduisit par de gros problèmes financiers. Enfin, autre raison de mécontentement, et non des moindres, on était à la veille du départ en vacances. Il est vrai que cela ne préoccupait pas trop ces messieurs du ministère de l'Equipement.

En tout cas, les familles qui se virent obligées de renoncer à leurs vacances, eurent l'avantage de connaître les joies du camping HLM. Pendant une période d'environ trois semaines, nous nous sommes passés de gaz, l'électricité et d'eau chaude ! Chacun d'entre nous s'évertuait à téléphoner à l'Office HLM et à l'EDF qui se renvoyaient allègrement les responsabilités. Quant aux locataires : qu'ils attendent !

(Ph. L.O.)

nous avons découvert les papiers moisis, les carrelages décollés, les interrupteurs pendant aux fils électriques, sans compter les écoulements d'eau bouchés et les ascenseurs régulièrement en panne... le tout, bien sûr, dans cette cité en construction, trônant au beau milieu d'un chantier.

Devant cette situation, des contacts s'établirent entre quelques locataires et, début septembre, ce petit groupe appela l'ensemble des locataires à une assemblée générale. Les trente personnes présentes décidèrent de constituer un Comité de défense dont les représentants furent élus à l'unanimité.

Depuis, ce Comité a mené une action sur le chauffage qui tardait à être mis en service : fin septembre, nous étions chauffés.

Une nouvelle assemblée générale eut lieu fin octobre. Il y fut décidé de se déclarer en association autonome, régie par la loi de 1901. Parmi les problèmes de la cité, celui de l'installation d'un feu rouge était urgent, vu les nombreux accidents, dont un mortel. Dès le lendemain, une pétition circulait dans les immeubles. D'autres actions sont en cours.

Une affaire à suivre.

Correspondant L.O.

LES ARTS PLASTIQUES FAÇON Ve REPUBLIQUE...

FIDELE à la tradition de pénurie, dans laquelle elle survit depuis sa création, l'UER d'Arts Plastiques de Paris I connaît cette année une rentrée particulièrement difficile.

Chassés des quelques salles mises à leur disposition à Censier lors des années précédentes, les étudiants se sont vu attribuer d'autres locaux : ceux des usines Philippe, rue Saint-Charles, Paris 15e, désaffectés depuis fort longtemps.

Non seulement les bâtiments sont vieux et sales, mais, de plus, ils n'offrent aucune sécurité : les fils électriques sont à nu et traînent par terre, le tout se situant à une proximité fort inquiétante d'entrepôts de produits chimiques.

Inutile de dire que l'Education nationale n'a pas mis à notre disposition beaucoup de matériel, hormis quelques tables et quelques chaises. Sans compter qu'il n'y a pas de restaurant universitaire, le C.R.O.U.S. refusant de faire fonctionner l'ancienne cantine, faute de crédits.

Face à cela, un certain nombre d'étudiants ont engagé la lutte : intervention dans les cours, permanence devant le secrétariat, affiches, tracts, non seulement pour obtenir des locaux décents et du matériel, mais aussi parce que l'avenir de l'UER semble bien compromis. Et les étudiants, dont le nombre s'accroît d'année en année, n'ont guère d'autre perspective qu'un nombre très limité de postes au CAPES.

Certains professeurs se sont mis en grève. Et, pendant ce temps, on intronisait Picasso docteur honoris causa *à la Sorbonne avec pompe et décorum...*

Correspondant L.O.

Compagnie des Compteurs (Montrouge 92)

Une entrevue instructive... pour la direction

AUX Compteurs Schlumberger (Montrouge), le secteur « Comptage Immobilier », chargé du relevé des compteurs à eau chez les particuliers, va être cédé à une entreprise spécialisée, la SAVE.

La mutation concerne environ 200 personnes et, faute de garanties écrites de la part de la direction sur les conditions du transfert, beaucoup se demandaient si nous n'allions pas y laisser quelques plumes.

Lors d'une première réunion organisée par le syndicat FO (animé par des militants combatifs), une quarantaine de releveurs étaient présents (sur une centaine), et au cours de la discussion, il avait été décidé que les organisations syndicales (la CGT était présente également) prendraient rendez-vous avec Finet, responsable du secteur.

Après quelques tergiversations, celui-ci a finalement accepté de recevoir la délégation, mercredi dernier, à 10 h. Parmi les releveurs, avertis le matin de ce rendez-vous, trois sont venus aussi et se sont joints à la délégation des représentants syndicaux.

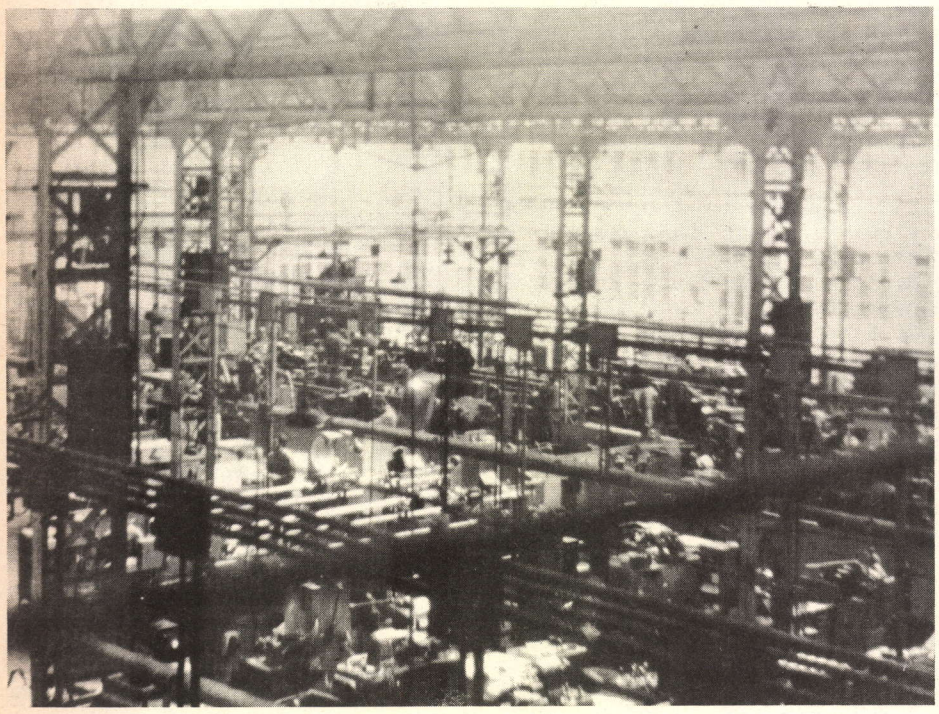
C'est un fait notable, car c'est la première fois que la direction accepte de recevoir des travailleurs dans une délégation. Et elle n'y a certainement pas perdu son temps, car ces camarades ont raconté bien des détails sur leurs conditions de travail, détails que, du fond de ses bureaux capitonnés, elle feignait d'ignorer.

Ces camarades ont raconté, entre autres, avec quelle parcimonie on leur fournissait l'équipement indispensable pour résister au froid lors des tournées à mobylettes.

Et puis surtout, ils ont expliqué à quel point leur responsabilité était engagée : lorsqu'ils pénètrent dans un appartement pour accomplir leur travail, ils sont responsables de tout objet cassé, détérioré ou même de tout objet qui pourrait disparaître avant ou après leur passage ! Une responsabilité bien lourde pour les salaires accordés.

A l'issue de l'entrevue, la direction a affirmé que tous les avantages anciens seraient maintenus. C'est sans doute vrai. Il est néanmoins préférable de maintenir notre pression si nous ne voulons pas qu'elle oublie !

Correspondant L.O.



Une vue des ateliers. (Ph. L.O.)

Une assemblée du personnel, le 20 janvier 1971. (Ph. L.O.)

La direction prépare des mutations...

DEPUIS que Schlumberger a pris en main la Compagnie des Compteurs, la nouvelle direction restructure entièrement le groupe : arrêt de certaines productions, transferts d'activités en province, regroupements dans d'autres usines de la région parisienne. Il n'y a pas un secteur qui ne bouge.

Si la direction présente la mobilité du personnel comme la solution d'avenir, les travailleurs, eux, par contre, dans leur immense majorité, sont hostiles aux mutations y compris les techniciens et le personnel d'encadrement.

Alors que, jusqu'à présent, elle s'y était toujours refusée, la direction vient de proposer aux organisations syndicales un projet sur la politique des mutations. Il s'agit d'un texte de quelques treize pages codifiant toutes les mutations, qu'elles soient à la demande d'un travailleur ou de la direction, individuelles ou collectives, et cela pour tout le groupe Compteurs-Schlumberger.

Dans tous les cas, il y a maintien du salaire, de l'ancienneté et des avantages qui s'y rattachent. Le coefficient hiérarchique est en principe maintenu, le travailleur muté dispose d'une période d'adaptation de un ou deux mois, en cas de non-adaptation une autre mutation est proposée.

Mais, d'autre part, la direction accorde des garanties complémentaires en cas de mutations dues à son initiative ou pour lesquelles elle est d'accord.

Par exemple, en cas de transfert dans une autre région, elle versera différentes indemnités dont le montant global pourra être, par exemple, de 5.767 F pour un célibataire gagnant 1.400 F et 10.642 F pour un travailleur ayant trois enfants et gagnant aussi 1.400 F.

Même en cas de mutation entre deux établissements de la même région, il est prévu des primes en cas d'allongement du temps de transport, de déménagement, etc.

Toutes ces primes sont hiérarchisées car, pour la direction, il s'agit de rendre perméables à sa politique, avant tout les cadres, les techniciens, en un mot, tout l'encadrement qu'elle ne peut se payer le luxe de reformer à chaque fois.

Et là, on voit bien que pour un patron, quand il y va de son intérêt, les « difficultés » s'évanouissent.

Ainsi, la direction s'engage à faciliter toutes les démarches, à intervenir elle-même auprès des autorités publiques pour les logements, pour trouver du travail au conjoint si ce n'est pas possible dans l'entreprise même, pour réserver des places dans les écoles. Elle prend en charge tous les frais dus à la mutation : des voyages sur le temps de travail sont prévus pour les formalités pratiques (transports et séjours sont payés), les frais de transport de la famille, les frais de déménagement sont à la charge de la direction.

Tout est prévu dans les moindres détails : si le préavis de congé de l'ancien logement est donné trop tard, la direction le paiera ; si le transfert occasionne un séjour à l'hôtel pour le travailleur et sa famille, la direction paiera ; si le travailleur surseoit à son déménagement, il aura une indemnité et ses voyages payés, etc.

Enfin, si un licenciement intervient dans un délai de deux ans après la mutation, il donnera lieu à un rapatriement du travailleur dans la région d'origine avec le voyage de la famille et les frais de déménagements payés.

La direction semble donc décidée à donner des garanties et un certain nombre d'avantages au personnel muté. Mais la plupart des travailleurs ne s'estiment pas satisfaits : d'une part, aucune garantie n'est donnée aux personnes qui refusent des mutations. D'autre part, les travailleurs savent bien que la direction, si elle est capable d'offrir de réels avantages à ceux dont elle aura besoin, sera tout aussi capable de refuser toute possibilité de mutation à un travailleur qui le désire.

Correspondant L.O.

C.I.M.A. International Harvester France (Croix-Nord)

C'EST LA PAGAILLE

A la CIMA, c'est la pagaille.

Dans l'atelier 46, où sont fabriqués et montés des becs noueurs pour machines agricoles, les ouvriers et les délégués avaient déjà protesté contre le manque de matériel le plus élémentaire : toile émeri, limes, mèches, fraises, meules en bon état, etc.

Il va sans dire que de très nombreuses pièces sont refusées par l'ouvrier qui les contrôle au banc d'essai.

Mais le chef d'atelier voudrait que la production sorte malgré tout, et il en est arrivé à élever le ton pour que cet ouvrier accepte les très nombreuses pièces défectueuses.

Ce dernier s'y refuse catégoriquement ; un ouvrier appelle un délégué CGT qui réunit toute l'équipe (une vingtaine d'ouvriers) devant le bureau du chef.

Le supérieur hiérarchique du chef d'atelier, arrivé sur les lieux, refuse de discuter avec les ouvriers ; ceux-ci se mettent alors en grève.

Ainsi, les ouvriers de l'équipe de l'après-midi et ceux de la journée cessèrent le travail pour protester contre l'incurie de la direction de l'I.H.F.

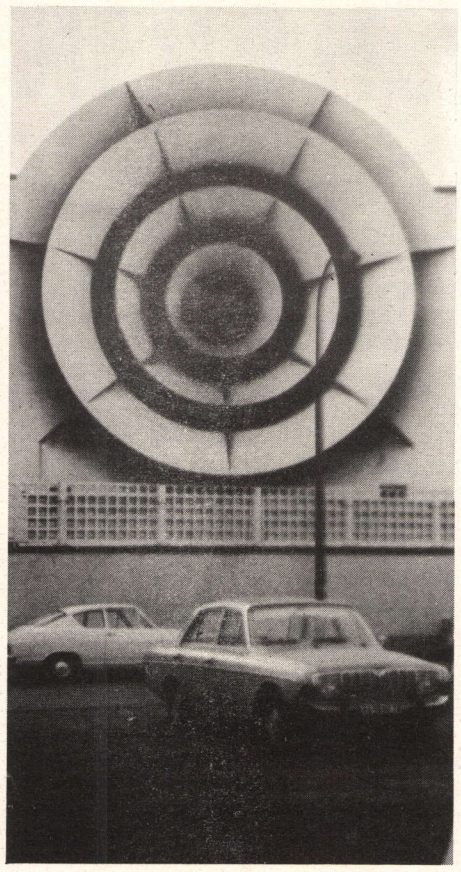
Dans d'autres ateliers, les ouvriers n'hésitent pas aussi à montrer leur mécontentement.

Ainsi, au 75, l'atelier de trempage des pièces à huile, les ouvriers ont débrayé pour protester contre les conditions d'insalubrité et de production.

Les travailleurs n'ont pas l'intention de se laisser faire.

Correspondant L.O.

HISPANO-SNECMA (Bois-Colombes)



(Ph. L.O.)

LES CONTROLEURS DEMANDENT LA SUPPRESSION D'UN ESSAI, LES SYNDICATS PARLENT CLASSIFICATIONS ET GRILLES

LES contrôleurs d'Hispano réclament, depuis environ un mois, l'application d'une règle Snecma qui veut que les contrôleurs, à 240 points, ne passent pas d'essai pour en obtenir 260.

Lors de « l'harmonisation » Snecma (il y a quelques années, Hispano a été incorporé au groupe Snecma), les travailleurs d'Hispano avaient perdu tous les avantages particuliers à leur entreprise, sous le prétexte que la Snecma ne les accordait pas aux autres centres. Seule subsistait cette règle Snecma, la seule favorable aux travailleurs d'Hispano. La seule, bien entendu, que la Snecma n'ait pas appliquée.

Après plusieurs entrevues avec la direction de Bois-Colombes, et n'ayant pas obtenu de réponse, les syndicats réussirent à obtenir une entrevue avec le responsable du contrôle pour toute la Snecma : M. Beguin autrement dénommé « le seigneur du contrôle ». Celui-ci accepait une délégation de contrôleurs accompagnée du délégué CFDT qui menait le mouvement.

Les syndicats CGT, CGC et FO, au cours d'une intersyndicale où la CFDT était présente, se déclaraient hostiles à la revendication telle qu'elle était posée par les contrôleurs. Ils voulaient à toute force qu'au cours de la réunion avec M. Beguin, il ne soit parlé que de classifications et de grille, sujets actuellement en cours de discussion au siège de la Snecma, et cela depuis un an... Ces syndicats ont donc tout mis en œuvre pour décourager les contrôleurs et, en tout cas, pour les empêcher de débrayer au moment de la réunion pour soutenir leur délégation.

Puis, tout au long de la réunion, où étaient tout de même présents en plus des représentants des syndicats, huit contrôleurs, ces syndicats n'ont parlé que des classifications, laissant croire ainsi que, sur le plan local, il était possible d'obtenir des aménagements des grilles, alors que des discussions, en cours depuis un an au plan central, n'aboutissent à rien... Cette attitude a permis au sieur Beguin de se livrer à un petit chantage en menaçant, au lieu de supprimer l'essai pour les contrôleurs d'Hispano, de mettre des essais dans tous les centres et à tous les niveaux. Il espère ainsi inquiéter les contrôleurs des autres centres Snecma.

Et c'est, bien entendu, de cet argument que la CGC se sert pour tenter de monter les contrôleurs les moins combatifs contre leur délégué (appartenant à la CFDT et ayant été exclu de la CGT en juillet dernier). D'après eux, ce dernier aurait manqué de compétence et de jugeotte... Et d'ajouter : « heureusement que nous sommes là, à la CGC, pour vous arranger cela » !

En attendant, ils n'ont rien arrangé du tout et même tout embrouillé et c'est bien ce qui apparaît le plus clairement aux contrôleurs.

Correspondant L.O.

CREUSOT-LOIRE (Le Creusot)

UNE SEMAINE COMME LES AUTRES

A Creusot-Loire (Le Creusot), les installations sont souvent vétustes, toujours dangereuses. Nous risquons continuellement d'être tués ou mutilés, comme en témoigne la série d'accidents de la semaine écoulée, relevés par le bulletin L.O. qui paraît dans l'usine.

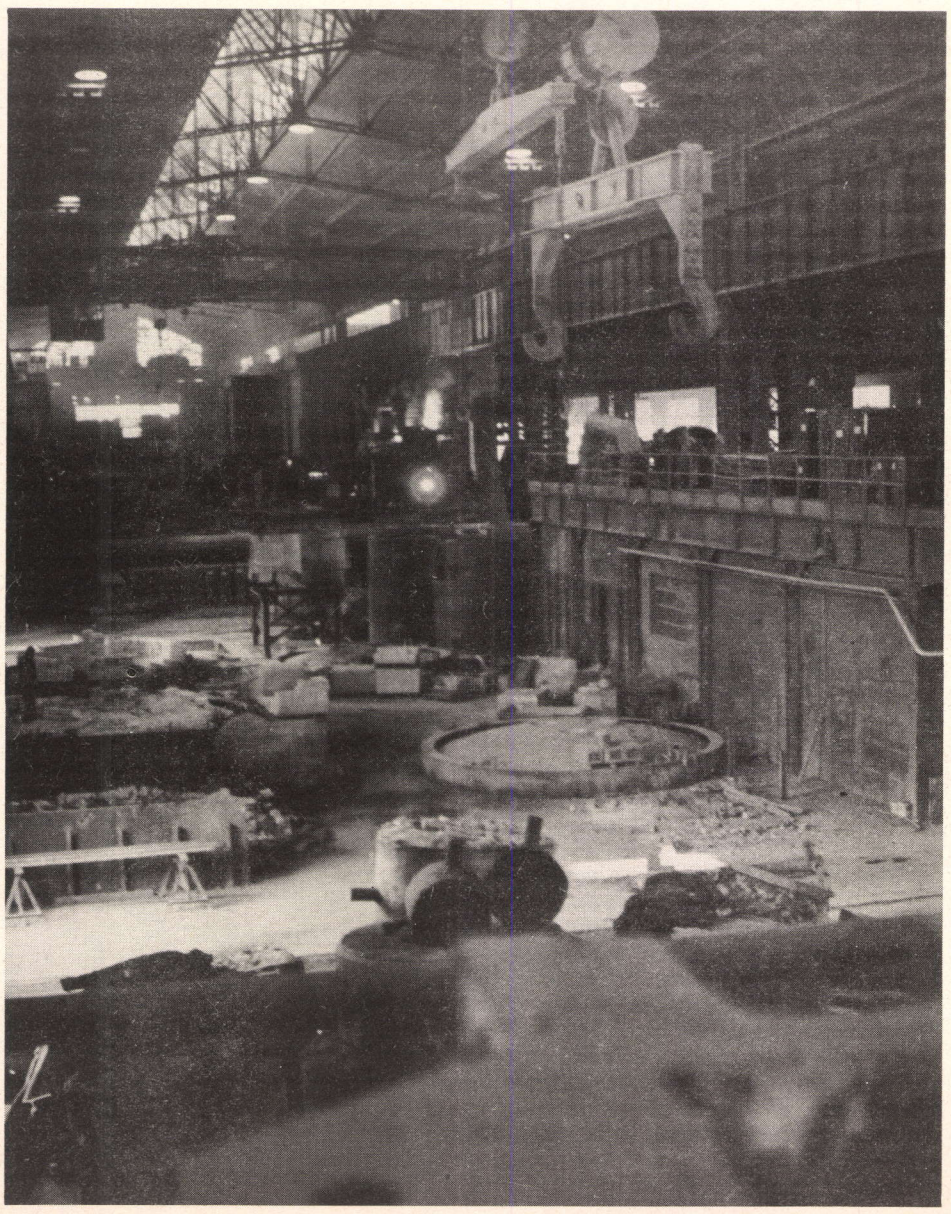
Aux Aciéries du Breuil, c'est une entreprise extérieure, Colomb, qui effectue le riblonage, c'est-à-dire la coupe de gros morceaux de fonte ou d'acier (riblons) qui ont des défauts et qui resserviront comme ferraille dans les fours. Pour cela, on emploie deux méthodes : la dynamite pour faire éclater le lingot et des tubes à oxygène. Le lundi 20, lors du perçage d'un riblon avec un tube à oxygène, nous avons failli nous faire sauter par une cartouche de dynamite qui y était restée. Celle-ci a explosé. C'est un miracle s'il n'y a pas eu de victimes. Et ce n'est pas la première fois : il y a un certain temps déjà, un de nos camarades a eu les jambes brisées et le visage abîmé pour les mêmes raisons.

Toujours aux Aciéries, et ce même lundi, un pontonnier a failli se faire tuer sur le pont 4 tonnes-ferros. Lors d'une manœuvre avec le contrôleur de translation, celui-ci prit feu. Des flammes de plus d'un mètre envahirent la cabine. Notre camarade n'eut comme chemin de repli que de sauter sur une passerelle qui se trouvait à un mètre de lui. Cette gymnastique s'est passée à huit mètres du sol ! Et c'est un accident qui s'est produit des dizaines de fois !

Mercredi 15, un électricien d'une entreprise extérieure qui travaillait aux Laminoirs Creusot a eu un grave accident. Alors qu'il était près d'un transformateur, celui-ci a explosé. Gravement brûlé au visage et aux mains, l'ouvrier a été transporté d'urgence à l'Hôtel-Dieu. Quand on connaît l'état des installations électriques, un tel accident ne surprend pas (il y a peu de temps un câble avait pris feu aux Laminoirs Breuil).

Ces accidents sont graves ou auraient pu l'être. Mais, en fait, ils n'ont rien d'extraordinaire. C'est le lot habituel des travailleurs de Creusot-Loire. C'était, en fait, une semaine comme les autres.

Correspondant L.O.



(Ph. L.O.)

Les conditions de travail à Contrapac (Montreuil 93)

Nous sommes soixante-dix ouvrières, dont deux catégories :

— les ouvrières sur machines (les mieux payées, 5,37 F de l'heure) ;

— les ouvrières de conditionnement (les moins payées, 5,03 F de l'heure).

Il y a aussi deux sortes de machines. Pour le conditionnement des poudres en sachets, cela se fait dans une pièce minuscule où les conditions nécessitées pour le conditionnement de ces poudres provoquent des anémies chez ceux qui y travaillent. Mais il y a un avantage, dira le patron, quarante centimes de l'heure en plus sur 9 h 15 mn de travail. Les machines ne s'arrêtent pas, à moins d'une panne. Le travail est pénible : il faut ravitailler les machines au moyen d'une pelle et ramasser les sachets qui tombent pour les mettre dans un carton. Tout cela environ, toutes les dix minutes pendant plus de neuf heures. La fin de la journée est plus que pénible.

Pour le conditionnement des liquides, comme par exemple le phosphalugel (médicament pour l'estomac), notre travail consiste à remplir la machine à l'aide d'un seau qui pèse environ dix kilos et qu'il faut monter à deux mètres de hauteur sur un escabeau, pour le verser dans la machine. La direction a fait poser des rampes de sécurité, mais il y a toujours un risque de déséquilibre. Et tout ça, pour vingt centimes de l'heure en supplément.

En plus de ces conditions de travail, nous devons supporter les chefs qui font la loi, approuvés par ces messieurs de la direction et qui se permettent d'être odieux, voire même grossiers avec les ouvrières. Si une ouvrière leur plaît, ils viennent tout de suite réparer sa machine quand elle est en panne. Sinon, elle peut attendre pendant des heures et se faire sanctionner au bout de plusieurs arrêts. Il arrive même qu'on la change de catégorie. On lui fait faire du travail de conditionnement à la main. Pour elle, plus question d'une augmentation à venir.

Le travail à la main est, lui aussi, pénible. Il faut faire de 130 à 180 mises en boîtes de sachets dans une heure pour faire le rendement. Sinon on vous fait faire tout le sale boulot.

Voilà un aperçu des conditions de travail à la Contrapac.

Correspondant L.O.

FEUILLETON

J. Piatnitski

SOUVENIRS D'UN BOLCHÉVIK

Les Souvenirs d'un bolchévik, de Piatnitski, dont nous entreprenons la publication dans ce numéro, constituent l'un des rares documents « vécu » dont nous puissions disposer sur ce que fut l'activité quotidienne des militants qui construisirent le Parti bolchévik. Et, comme tel, il représente pour les militants révolutionnaires d'aujourd'hui un document du plus grand intérêt.

Ces souvenirs couvrent vingt années d'activité militante. Ils commencent, en effet, avec la rencontre du jeune Piatnitski, qui a alors une quinzaine d'années, avec le mouvement syndical et socialiste, et s'achèvent à l'aube de la Révolution russe, au moment où le déporté Piatnitski apprend en Sibérie la chute du tsarisme. Entre-temps, il y a eu le travail avec l'organisation de l'Iskra, à partir de 1901, puis avec la fraction bolchévique du parti social-démocrate. A travers ces souvenirs, on retrouve, bien sûr, l'écho des luttes politiques qui traversèrent le mouvement socialiste russe durant ces années. Mais on y trouve aussi la description des problèmes qui se posaient quotidiennement aux militants du rang et aux cadres moyens du parti : la circulation des militants, le passage de la littérature imprimée à l'étranger, le fonctionnement des imprimeries clandestines, la lutte contre les pogromistes et les « cents-noirs », et bien d'autres encore.

La carrière militante de Piatnitski ne s'arrêta évidemment pas là où s'achèvent ses souvenirs, au début 1917. En octobre, il sera membre du comité de Moscou du Parti, dont il devient secrétaire en 1919-1920, en même temps qu'il préside le syndicat des cheminots. A partir de 1921, il est surtout chargé de tâches au sein de l'appareil du Komintern, devenant secrétaire du Comité exécutif de celui-ci en 1923.

Piatnitski ne fit pas partie des révolutionnaires qui tentèrent de toutes leurs forces de s'opposer à la dégénérescence stalinienne de l'URSS et de l'Internationale Communiste. A l'heure où les militants de l'Opposition de Gauche, de plus en plus nombreux, peuplaient les isolateurs de Sibérie, Piatnitski accédait même, en 1930, au Comité central du Parti. Mais, par son passé, Piatnitski représentait ce que l'équipe dirigeante du Kremlin voulait faire disparaître à tout prix, le souvenir même du bolchévisme et de sa politique, incarné par la vieille garde du Parti. Arrêté en 1937, Piatnitski disparut comme des milliers d'autres dans les prisons staliniennes. Sa réhabilitation par Khrouchtchev, en 1956, ne fit que confirmer son assassinat.

Et quelles que soient les responsabilités personnelles que les hommes comme Piatnitski aient assumées lors de la montée du stalinisme, il ne leur en restera pas moins le mérite impérissable d'avoir écrit, aux côtés d'autres qui ne capitulèrent jamais et livrèrent jusqu'au bout le combat pour le socialisme, à l'aube de ce siècle, l'une des plus belles pages de gloire du mouvement ouvrier.

A PROPOS DE MES SOUVENIRS

Lors de l'épuration du Parti Communiste de l'U.R.S.S. qui eut lieu en 1921, tous les anciens de notre Parti durent remettre, par écrit, aux commissions d'épuration, leur autobiographie. La tentative de rédiger la mienne ne me réussit qu'à demi, car, au lieu d'une biographie, j'écrivis des souvenirs sur mon adhésion au Parti et sur le travail militant d'une époque déjà lointaine.

En été 1922, après que j'eus rempli une série de tâches que m'avait confiées la Section d'histoire du Parti, je poussai les souvenirs que j'avais commencés jusqu'au début de 1904. Surchargé de travail et manquant de loisirs, je n'ai pu achever ces souvenirs qu'en été 1924, pendant mes vacances. Pour écrire mes souvenirs, je n'ai eu ni lettres, ni documents. Les voyages clandestins de Russie à l'étranger, les séjours illégaux en Russie aussi bien qu'à l'étranger, la prison et la déportation ne m'ont pas permis d'en conserver. Par ailleurs, le manque de temps m'a empêché de consulter les ouvrages et revues où d'autres camarades ont parlé de l'histoire de notre Parti. Tous mes souvenirs de 1896 à 1917, je les ai entièrement écrits de mémoire. Il est évident que leur contenu, de même que leur intégralité, ne sont pas sans s'en ressentir. Ce que j'ai écrit, je l'ai soumis en partie aux camarades avec lesquels j'ai milité dans les différentes villes et à diverses périodes. Ils ont confirmé les faits que je relate.

Mes souvenirs terminés, je dus vérifier les dates et rechercher les vrais noms et prénoms de camarades que je ne connaissais que par leurs surnoms. J'ai pu les rétablir presque intégralement.

Si les jeunes membres de notre parti et les jeunes léninistes peuvent se faire, à la lecture de mes souvenirs, ne fut-ce qu'une faible idée des conditions dans lesquelles les anciens du Parti bolchévik ont dû militer (les conditions dans lesquelles j'ai milité sont, en somme, celles où ont été placés de nombreux bolchéviks ; beaucoup d'entre eux ont même dû militer dans des conditions pires) et si une parcelle de mes souvenirs peut servir à l'histoire de notre parti, je considérerai que le temps que j'ai consacré à les écrire n'aura pas été perdu.

I

LE DEBUT DE MON ACTIVITE REVOLUTIONNAIRE (1896-1902)

En 1896, apprenti dans un atelier de confection, j'entendais souvent les ouvriers et les ouvrières parler entre eux des socialistes déportés des différentes villes de Russie dans notre localité. Par des propos saisis au vol j'appris qu'ils se réunissaient avec **l'intelligentsia** (1) locale ainsi qu'avec les ouvriers, qu'ils enseignaient à ces derniers à lire et à écrire, qu'ils leur donnaient des brochures et autres choses à lire. En outre, il était souvent question à l'atelier de réunions secrètes organisées à Vilna, à Kovno, à Varsovie et des arrestations qu'on y opérait. Cela m'intriguait fort, mais je n'arrivais pas à en savoir plus long.

En 1896, mes deux frères vinrent chez nous passer les fêtes de fin d'année. Grande fut ma surprise en voyant, dans notre demeure, des déportés, des intellectuels, des ouvriers et même des ouvrières avec lesquels je travaillais. Je m'aperçus également que mes deux frères étaient eux-mêmes en rapport avec les pionniers du mouvement ouvrier, déportés dans notre localité ou venus chez eux passer les fêtes.

La ville où je suis né, Vilkomir, avait 14.000 habitants. Il y avait là, outre une foule d'ateliers d'artisans, deux ou trois tanneries sans grande importance, quelques petites fabriques où l'on façonnait les soies de porc et un grand atelier de serrurerie. Parmi les ouvriers de ces différents établissements industriels, il en était qui avaient également séjourné dans les grandes villes.

Les ouvriers qui travaillaient à Kovno, à Vilna, à Varsovie venaient généralement passer les fêtes importantes auprès des leurs. Ces jours-là notre petite localité y gagnait en animation. Les arrivants organisaient avec les ouvriers conscients de Vilkomir, dans les forêts ou dans des maisons situées en dehors de la ville, des spectacles, des réunions ou des soirées où l'on prononçait des discours, des allocutions qui alternaient avec des chants révolutionnaires et ainsi de suite. (Les choses se passaient encore ainsi en 1906, quand je revins pour quelques semaines, après une longue absence, dans ma ville natale. L'organisation du **Bund** (2) existait à Vilkomir depuis 1900-1901, mais en été 1906 je trouvai là une importante organisation du Parti ouvrier social-démocrate russe à laquelle adhéraient les ouvriers russes, juifs, lithuaniens, polonais et les journaliers agricoles qui travaillaient dans les grands domaines des environs.)

J'aspirais à devenir mon maître le plus tôt possible. A ce moment, l'on me proposa de venir travailler, à des conditions avantageuses, à Ponévège, chef-lieu de district de la province de Kovno. Je sautai sur cette proposition et me rendis là-bas sans en parler à mes parents.

L'atelier où je m'embauchai à Ponévège occupait 15 à 17 ouvriers. On y faisait de 15 à 18 heures par jour. L'ignorance parmi les ouvriers et les ouvrières était effroyable. Les salaires étaient maigres, mais les ouvriers et les ouvrières acceptaient cela sans murmurer.

Ma situation était encore aggravée par le fait que je n'avais pas de chambre, si bien que j'étais contraint de dormir à l'atelier, sur la table. La journée de travail avait beau être longue, il m'était impossible de me reposer, même après le départ des ouvriers, car le patron prenait la table sur laquelle je dormais pour couper ses étoffes.

Plus tard, je n'eus plus l'occasion de voir pareille exploitation. J'avoue qu'en partant de ma ville natale, je rêvais d'autre travail et d'autres ouvriers que ceux-là.

Je me mis à la recherche d'une organisation, d'une salle de lecture, de réunions, mais je ne pus en découvrir. Par surcroît, le mal du pays me tenait fortement. Tout cela m'incita, sur l'invitation de mes parents, à revenir chez moi. Mais mon séjour y fut de courte durée.

A la fin de 1897 j'étais déjà à Kovno. Je travaillais dans un atelier où je recevais trois roubles par semaine. J'habitais chez un de mes frères, dans le logement duquel il y avait très souvent des réunions, des séances de lecture, des discussions, etc. Au début on me faisait déguerpir, mais, par la suite, je participai sur pied d'égalité, à titre muet, il est vrai, à ces réunions,

A cette époque, les perquisitions et les arrestations commencèrent. Les membres actifs du cercle d'études du syndicat illégal des menuisiers, qui se réunissaient chez mon frère, se mirent à me confier des missions sérieuses et clandestines comme : transporter de la littérature de propagande de Kovno à Vilna, remettre des paquets, etc.

Mes deux frères étaient menuisiers. C'est ce qui explique que je vivais beaucoup plus parmi les menuisiers que parmi mes camarades de travail. Une autre raison, c'est que les premiers m'acceptaient dans leur milieu sans rien dire, tandis que mes camarades de travail me considéraient comme trop jeune pour me traiter en égal. D'ailleurs, je préférais, aussi longtemps que je n'étais que spectateur, avoir affaire aux menuisiers, car c'était des hommes mûrs, des ouvriers de bonne trempe et, en même temps, relativement plus nombreux que les ouvriers des autres professions.

A Kovno, je voyais des camarades se réunir fréquemment chez mon frère. L'un d'eux leur faisait une lecture et la leur expliquait. Souvent, ces séances duraient jusqu'à minuit. D'autres fois, les mêmes camarades venaient trouver mon frère et discutaient si fort et d'un air si fâché que je croyais

qu'ils se disputaient. Plus tard je compris qu'il s'agissait tantôt des réunions d'un cercle d'autodidactes, tantôt des réunions du syndicat des menuisiers. Je ne me souviens pas si des ouvriers appartenant à d'autres professions assistaient à ces réunions.

Aux réunions du syndicat, on fixait le tarif hebdomadaire ou journalier des diverses catégories d'ouvriers menuisiers et personne ne pouvait accepter de travail au-dessous de ce tarif. Les menuisiers avaient une Bourse du travail (en pleine rue : cela se passait en été), où les entrepreneurs et les patrons venaient embaucher les ouvriers. Autant que je me souvienne, cet été là il n'y eut pas de grandes grèves parmi les menuisiers, mais il y en eut dans les autres professions (ouvriers des manufactures de papier à cigarettes, tailleurs, etc.).

Les éléments actifs des menuisiers organisaient fréquemment des soirées. On y prononçait de brefs discours et chacun devait à son tour dire quelques mots que l'on ponctuait généralement par : « A bas le capitalisme ! Vive le socialisme ! » Je me souviens de deux ouvriers menuisiers qui tranchaient sur les autres : l'un d'eux avait une vingtaine d'années, l'autre était déjà vieux. Le premier, très énergique, était un esprit vif qui saisissait tout de suite le fond des choses ; il joignait à cela une parole élégante et facile. Les ouvriers l'aimaient et le respectaient. Il s'appelait Zoundel. Le jour où il passa le conseil de revision, beaucoup de camarades attendirent toute la journée aux abords du local pour savoir s'il avait été pris (en 1905, je l'ai rencontré à Berlin ; il appartenait à la majorité du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et se rendait en Russie mandaté par la rédaction du **Vpériod !** [En avant ! (3)]). Le second revenait d'Angleterre ou d'Amérique où il avait été employé dans un club ou dans une bibliothèque du Parti socialiste. Il racontait un tas de choses sur le mouvement ouvrier à l'étranger, et, comme il avait beaucoup lu, il nous parlait également des livres intéressants. On l'écoutait avec attention et on l'estimait. J'ai malheureusement oublié son nom.

La solidarité entre ouvriers des diverses professions était très grande. Quand des grèves éclataient dans les autres professions, les menuisiers ne se contentaient pas de venir en aide aux grévistes par des secours pécuniaires et des conseils, ils prêtaient aussi leur concours pour l'agitation parmi les ouvriers et ouvrières en grève et faisaient la chasse aux jaunes aux abords des ateliers. Si bien que des collisions, suivies d'arrestations, se produisaient fréquemment entre les jaunes et les piquets de grévistes.

A l'égard des emprisonnés, l'attitude des ouvriers était magnifique, on peut même dire pleine de vénération. Aussitôt après mon arrivée à Vilna, en 1899, la nouvelle se répandit dans les ateliers qu'un cordonnier, du nom de Mendel Harbe, et d'autres camarades déportés en Sibérie, devaient passer en gare. Les ouvriers abandonnèrent le travail, coururent sur le quai, et quand le wagon-cellule apparut, il fut accueilli par des cris de félicitations à l'adresse des déportés et de malédiction contre le régime tsariste. Autant que j'en puisse juger maintenant par la diversité des éléments qui prirent part à la manifestation, elle fut improvisée.

Comme dans les postes de police les ouvriers arrêtés étaient roués de coups, il y avait lieu de craindre qu'à l'interrogatoire ils ne livrassent, bon gré mal gré, leurs camarades. Aussi bien, les plus conscients des camarades faisaient une active propagande sur la manière de se comporter au moment de l'arrestation et pendant l'interrogatoire. (Plus tard une brochure fut même spécialement éditée à cet effet, par le Bund (4) je crois.) Tous ceux qui se conduisaient mal à l'interrogatoire étaient chassés des milieux ouvriers et traités en pestiférés. Quant à ceux qui livraient leurs camarades de propos délibéré, on les châtiait sans pitié. (Je me rappelle qu'une fois, à Vilna, la nouvelle se répandit à la Bourse du travail qu'un traître était arrivé de Riga. On se mit à sa recherche et, après l'avoir attiré dans une rue déserte, on l'assomma littéralement.) Habitant chez mon frère, dont le logement était perquisitionné à tout moment, j'avais eu le temps, avant d'avoir été inquiété pour mes propres actes, de m'assimiler à fond la manière de se tenir à l'interrogatoire.

Au milieu de 1898, malgré mon frère qui aurait voulu me voir instruire avant d'entrer dans le mouvement révolutionnaire, j'adhérai au syndical illégal des tailleurs.

A Kovno, les ouvriers que je fréquentais à l'époque étaient surtout des artisans. Ils étaient organisés dans des syndicats illégaux, par profession. Ils luttaient surtout pour obtenir la journée de douze heures et des salaires plus élevés. L'agitation collective et individuelle en faveur de ces revendications, les grèves, l'intimidation des ouvriers et ouvrières qui travaillaient plus de douze heures étaient les moyens d'action auxquels on recourait.

Aux assemblées d'ouvriers et d'ouvrières on lisait les brochures : **la Raison de vivre,** de Dikchtein, et **le Droit à la paresse,** de Lafargue. La première entrait facilement dans la tête, la deuxième avec plus de difficulté.

A l'égard des jaunes, outre la persuasion, on employait aussi la violence. Chez les patrons, où il était impossible d'organiser des grèves par manque de conscience de ceux qui y travaillaient, on cassait les vitres. Cela donnait de bons résultats. Le syndicat dont je faisais partie avait aussi recours à ces procédés.

Un certain centre politique s'occupait de faire venir de la littérature révolutionnaire de l'étranger, de Saint-Pétersbourg et d'ailleurs, et d'organiser des cercles d'études, des séances de lecture et des cours pour les ouvriers avec lesquels le centre politique était en rapports, et qui désiraient apprendre à lire ou recevoir une instruction générale. Le centre politique organisait parfois des **massovki** (5), ou tout simplement des fêtes dans les nombreuses forêts des environs de Kovno. Ces assemblées réunissaient pas mal de monde. On s'y rendait un par un. En passant à côté des piquets de surveillance désignés par les organisateurs, il fallait dire le mot de passe, après quoi seulement on apprenait où se tenait la réunion. En revanche, on quittait la forêt tous ensemble et l'on rentrait en ville, drapeaux rouges en tête, en chantant des chants révolutionnaires. Arrivés en ville, nous nous séparions de nouveau un par un. Par l'intermédiaire des ouvriers qui fréquentaient les cercles d'études, le centre politique exerçait son influence sur les syndicats illégaux.

(à suivre)

---

(1) Intellectuels appartenant à la classe moyenne. Sous l'ancien régime, l'**intelligentsia** formait en quelque sorte une catégorie sociale particulière. **(N. du Tr.)**

(2) En yiddish : **union.** Organisation révolutionnaire social-démocrate fondée par les ouvriers juifs de Pologne et de Lithuanie. **(N. du Tr.)**

(3) Premier journal bolchévik publié à Genève au début de 1905 quand, après le deuxième congrès de Londres, les menchéviks se furent emparés de l'**Iskra** (l'Etincelle), organe officiel du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. **(N. du Tr.)**

(4) En 1900, la **Ligue des social-démocrates russes à l'étranger** publia la brochure de Bakharev (Akimov-Makhnovets) : **la Manière de se tenir à l'interrogatoire.**

(5) Meetings clandestins que l'on faisait dans les forêts. **(N. du Tr.)**

Piotr Yakir

UNE ENFANCE RUSSE

PIOTR YAKIR est un des dirigeants du mouvement d'intellectuels russes pour la libéralisation dont font partie, à d'autres titres, Roy et Jaurès Medvedeev, Grigorenko...

Le livre qui vient de paraître chez Grasset est le récit de sa jeunesse, de quatorze à dix-neuf ans, qu'il passa dans les prisons et les camps de Staline entre 1937 et 1942. Son père, général connu et populaire, avait été arrêté en même temps qu'une fournée d'officiers supérieurs, Toukhatchevski en tête, lors des grandes purges de 1936-1937. Et bientôt, le jeune garçon, âgé de quatorze ans, se retrouve en prison ainsi que sa mère, ses tantes, cousins, amis, d'abord en tant que « membres d'une famille de traîtres à la patrie » **puis sous l'accusation d'avoir** « formé une bande d'anarchistes... pour agir sur les arrières de l'armée rouge... » **!**

Les conceptions politiques de Yakir, telles qu'elles apparaissent dans ce livre, restent plutôt vagues et se limitent à dire que tout est arrivé à cause de la méchanceté de Staline qui a réussi à usurper le pouvoir. Mais ce n'est pas cela qui fait l'intérêt de ces souvenirs, mais la façon dont ils recréent toute une époque.

De prison en centres de tri, puis en camps, c'est tout un peuple en prison que l'on voit défiler : des prisonniers politiques certes (un unique trotskyste survivant, des anarchistes, des monarchistes...), des populations entières (Juifs, Baltes, Persans, Tziganes...) déportées par villages et par tribus entières pour « nationalisme bourgeois », tous les employés du chemin de fer de Mandchourie après son occupation par les Japonais, avec toutes leurs familles, des « héros de l'Union Soviétique » de retour d'Espagne et qui se retrouvent en prison dès qu'ils ont remis le pied dans leur pays pour « trahison », « espionnage », etc.

A lire le récit, on voit réellement ce qu'ont pu être les grandes purges. En prison, Piotr Yakir retrouve, non seulement sa famille, mais toutes ses connaissances, tous ses camarades de classe... On entasse 75 prisonniers dans des cellules de 15, 500 dans des chambrées de 60... Les exécutions sommaires ne cessent pas, nuit après nuit, mais les condamnés attendent des mois, des années, leur exécution, faute de personnel, faute de temps...

Le plus étonnant est peut-être de voir que nombre de prisonniers restent des admirateurs de Staline. Le père de Yakir, lors de son jugement, demande qu'on aille chercher Staline qui ne doit sûrement pas être au courant. De nombreux prisonniers libérés en 1942 à cause de la guerre se précipitent pour s'engager dans l'armée... La plupart des prisonniers « politiques » sont totalement désemparés. D'ailleurs, dans les camps, ce sont presque toujours les droit commun qui font la loi.

Malgré cela, la résistance est partout. Pendant ses quatre premières années d'emprisonnement, Piotr Yakir totalise deux grèves de la faim et quatre ou cinq tentatives d'évasion. Dans les camps, les condamnés s'organisent pour refuser de travailler, pour attaquer les convois, pour tenter de s'évader...

Un camp en Sibérie (extrait du film : Une journée d'Ivan Denissovitch).

(Archives L.O.)

Au total, de sa première arrestation en 1937 jusqu'à sa réhabilitation par Khrouchtchev, Yakir totalisera près de vingt années de prison et de camps. De ce point de vue, on peut comparer son témoignage à celui de Soljénitsyne. Mais Yakir ne cherche pas à faire de la littérature, il se contente de raconter ce qu'il a vu, les gens qu'il a rencontrés, ce qu'ils lui ont raconté et appris. C'est ce qui fait la valeur de son témoignage.

Aujourd'hui, Piotr Yakir vient de nouveau d'être arrêté. Mais le mouvement qu'il a créé avec ses amis continue de vivre, malgré la répression. Une des preuves en est la parution de ce livre et de tous ceux qui, actuellement, témoignent de la renaissance de l'opposition en URSS.

Daniel TALSAN.

Une enfance russe, de Piotr Yakir - Editions Grasset - 18 F.

(Ph. L.O.)

Ce livre, édité il y a quelques années, vient d'être réédité en Livre de Poche.

La maison de Matriona est en fait un titre général qui recouvre trois nouvelles différentes. Ce petit livre est, d'une certaine manière, à la fois une synthèse et un résumé du talent de Soljénitsyne. Nous retrouvons partout dans ce livre, tout ce que nous aimons dans **Le pavillon des cancéreux** ou **Le premier cercle.** Sa faculté de nous restituer, de nous ressusciter la Russie de 1950 avec ses kolkhosiens, ses maîtres d'écoles, ses chefs de gares et... ses bureaucrates à tous les niveaux, est utilisée à fond dans ses trois nouvelles. Et c'est grâce au talent de Soljénitsyne, qu'à travers la vie, les souffrances et la mort de tous ses personnages, nous voyons se dresser devant nous une société soviétique injuste, bureaucratique, inhumaine. Une société dans laquelle les petites gens n'ont plus depuis longtemps la parole. Donc un livre à lire et à faire lire.

G.C.

La maison de Matriona, **de Soljénitsyne - Collection « Le livre de poche » - 4,30 F.**

Roger Ikor

LE TOURNIQUET DES INNOCENTS

ROGER IKOR est professeur de lettres au lycée Concorcet, nom qu'il n'est pas difficile de retrouver derrière celui de « Montesquieu » évoqué dans le roman. M. Jourdedieu, son héros, est lui aussi tout justement professeur de lettres, consciencieux et libéral. Parmi les autres personnages, il y a les enfants Jourdedieu : l'un encore au lycée, les autres à la faculté de Nanterre. L'action se passe en 1970. Aussi, il n'est pas difficile de trouver le sujet : la contestation et le conflit des générations entre les parents, ex-militants des étudiants socialistes de 1934, et les enfants, tous gauchistes, des diverses tendances.

Le récit se lit facilement car l'atmosphère tant du lycée que de la faculté est assez bien reconstituée. Ce qui n'est à l'honneur ni des professeurs ni des gauchistes qui, les uns comme les autres, en prennent pour leur grade. Mais si la caricature est parfois poussée, elle n'est jamais hargneuse.

Les vieux de 1934 sont dépassés et en fait ont manqué leur vie, les jeunes ne savent pas ce qu'ils veulent et sont en train de gâcher la leur. Du moins, ils ont un avantage, ils sont jeunes...

On voit que, pour Ikor, le gauchisme se réduit à un feu de paille : celui de petits-bourgeois qui cherchent avant tout à s'affirmer quelle que soit l'étiquette : « révolutionnaires » en 1970 ou « camelots du roi » en 1934.

Evidemment, si la révolution finissait par se produire un jour, mai 1968 et les gauchistes prendraient rétrospectivement une tout autre dimension. Mais Ikor ne pose la question que pour rire. Il en reste au « mal de la jeunesse » : révolte et non révolution, bagarres, drogue et suicide.

Bien sûr, il écrit un roman et non un livre d'histoire ; il n'empêche que ses conceptions l'amènent à minimiser certains faits (les matraquages policiers à Nanterre), à en omettre d'autres (l'assassinat par les CRS de deux ouvriers à Sochaux et d'un lycéen à Meulan en 1968) et à extrapoler complètement sur la situation des révolutionnaires aux portes des entreprises (pour lui, c'est la CGT qui retient les ouvriers de lyncher les gauchistes !).

Cela est bien digne d'un sceptique amusé. Du moins est-il parfois amusant et fait-il le bilan de deux faillites : celle des enseignants, libéraux en paroles, conservateurs en fait (parmi lesquels il a sa place), et celle de bien des « gauchistes », révolutionnaires en paroles, et individualistes sans perspectives en fait.

Pierre BUISSON.

Le tourniquet des innocents - **Editions Albin Michel - 24 F.**

(Ph. L.O.)

Les revues :

« La dernière guerre »

Histoire controversée de la Deuxième Guerre mondiale *annonce le sous-titre de cette production de la collection Alpha, et la publicité radiophonique l'a répété sur les ondes. On pouvait s'attendre donc à un débat, en particulier sur les causes du dernier conflit mondial, mais hélas, au fil des semaines, on cherche en vain la controverse promise. Au lieu de cela, le lecteur a droit à une assommante histoire diplomatique des événements qui ont préoccupé les chancelleries à la veille de la guerre, entrecoupée de récits minutieux sur la tactique et la stratégie des armées en présence. Quelques renseignements intéressants qui se situent au niveau de l'érudition, quelques fac-similés de documents d'époque constituent la seule valeur de la* Dernière Guerre, *c'est bien maigre. A déconseiller absolument, sauf si vous avez du mal, le soir, à trouver le sommeil.* André VICTOR.

L'actualité vue par notre dessinateur

LE COIN DU NAVET

cinéma

ON S'FAIT LA VALISE DOCTEUR
de Peter Bogdanovitch

UN éphèbe, grand, beau, blond et fort comme il se doit, le regard perdu derrière de grosses lunettes de faux savant et n'ouvrant la bouche que pour parler « cailloux » (il n'est pas minéralogiste pour rien...) poursuivi des assiduités d'une jeune écervelée en cavale déclenchant sur son passage toutes les catastrophes, tels sont les deux héros. Leur petit roman s'assaisonne d'une histoire sans queue ni tête de valises volées, s'émaille de bagarres où les tartes à la crème pleuvent, pour se conclure par le « happy end » le plus conformiste qui soit. Bref, un film sans aucun intérêt, même pas drôle, et dont la poursuite en voitures dans les rues en montagne russe de San Francisco ne justifie pas qu'on aille y perdre son temps et son argent.

L.P.

théâtre

DANS LA JUNGLE DES VILLES
de Bertolt Brecht

AVANT de devenir un stalinien bon teint et de pondre des pièces qui se voulaient populaires et didactiques, mais qui ne furent que simplistes et paternalistes, Brecht donna dans diverses modes en honneur dans le milieu petit-bourgeois intellectuel.

Dans la jungle des villes *fut écrite en 1921-1923, dans la période révolutionnaire qui suivit la guerre en Allemagne. Alors même que le prolétariat allemand créait des soviets et subissait les assauts des Corps-Francs, le petit-bourgeois Brecht changeait son prénom de Bertold en Bertolt « pour faire plus dur, plus viril, plus fort » et écrivait des pièces sur le thème de l'incommunicabilité des êtres « dans la jungle des villes ».*

Les critiques littéraires, toujours avides de ce genre de thème et très perspicaces, ont reconnu en ce jeune Brecht un prédécesseur de Becket, Ionesco et Adamov...

Une comparaison que nous communiquons, ou du moins que nous tentons de communiquer, à ceux qui seraient tentés d'aller voir cette pièce totalement incommunicable.

Alain MARQUET.

BERTOLT BRECHT
(dessin de Monique Mérot)

télévision :
Sélection de la semaine

MERCREDI 13 DECEMBRE

1re chaîne (20 h 30)

A ARMES EGALES

Alain Krivine, de la Ligue Communiste, contre B. Stassi, député-maire d'Epernay (PDM). Thème du débat prévu : « faut-il changer la politique ? ».

JEUDI 14 DECEMBRE

1re chaîne (20 h 30)

AU CINEMA CE SOIR

« La femme du boulanger ».

Un film de Marcel Pagnol avec Raimu. Selon la formule de cette émission, il sera présenté des séquences d'actualité de 1939, année de sortie du film, parmi lesquelles celles concernant la réunion de la SDN à propos des conflits en cours, la rencontre de Mussolini et d'Hitler, des images de la guerre d'Espagne... Ainsi que des interviews de Marcel Pagnol, Ginette Leclerc...

VENDREDI 15 DECEMBRE

1re chaîne (21 h 30)

LA QUALITE DE LA VIE

« La parole est aux enfants ».

DIMANCHE 17 DECEMBRE

1re chaîne (20 h 40)

FILM

« Les Vitollini » *de Federico Fellini.*

2e chaîne (21 h)

VARIETES

« Si le cœur vous en dit », *une émission de Jean-Christophe Averty.*

2e chaîne (22 h 50)

CINE-CLUB

« Rendez-vous à Braye », *film d'André Delvaux avec Anna Karina, Mathieu Carrière.*

LUNDI 18 DECEMBRE

2e chaîne (21 h 30)

ALAIN DECAUX RACONTE

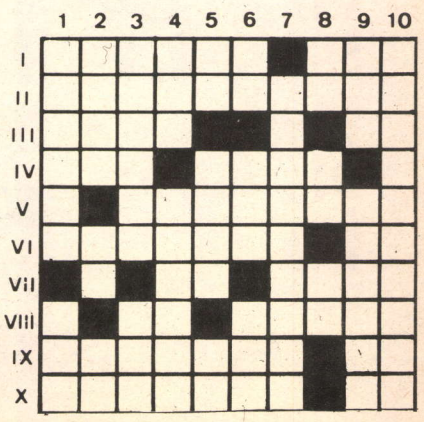
« Un certain Charles Dickens ».

HORIZONTALEMENT. — I. Oseille fort prisée par certains - Coin de terre. — II. Qui rendent plus doux. — III. Mayonnaise mal terminée - Saint normand. — IV. Victoire de l'Empire - Peut être de tête ou de pied. — V. Permet de joindre les deux bouts. — VI. Département - Fin d'infinitif. — VII. Règle - Père d'un oncle. — VIII. Voyelles doublées - Quémanda sens dessus dessous. — IX. Fait faire la plonge - Auxiliaire. — X. Ont déjà eu lieu - Article.

VERTICALEMENT. — 1. Poète comique latin - Permet de suivre le satellite à la trace. — 2. Souvent dans le bouillon - Pronom - Possessif. — 3. Petits et difformes - A l'origine d'une fausse nouvelle qui mit le feu aux poudres. — 4. Successivement bleu et blanc en Afrique - Mélanges de viande et de légumes. — 5. Au début de l'office - Salle obscure - Note. — 6. Adverbe - Se trouve dans Cosne - Augmente au fil des ans. — 7. Choses sans importance. — 8. S'accumule au cours d'une vie - Pouvoir passé - Deux voyelles. — 9. Périphérique - Cérémonial. — 10. Pour les initiés.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	I	S	E	R	A	B	L	E	S
II	U	S	I	N	E	■	A	I	N	E
III	R	O	T	■	C	O	L	L	E	■
IV	■	L	E	N	T	I	L	L	E	S
V	■	O	■	A	I	S	E	E	■	E
VI	N	I	E	■	T	I	■	■	U	N
VII	U	R	■	C	U	V	E	■	S	I
VIII	I	■	A	I	D	E	■	M	A	L
IX	T	A	I	R	E	■	P	A	G	E
X	S	A	L	E	■	N	O	T	E	S



BERLIET (Vénissieux)

La lutte continue

A la suite de l'entrevue des syndicats CGT et CFDT, suivie par celle de Paul Berliet, avec Edgar Faure, le patron a annoncé sa décision de retirer ses plaintes en justice contre les neuf syndicalistes en vertu de la loi anticasseurs et contre les onze ouvriers du secteur CD 1 poursuivis devant les prud'hommes.

Paul Berliet a annoncé son recul contraint et forcé. On l'a vu à la télévision lire son court texte à ce sujet, sec et crispé. Pour lui, c'est bel et bien un recul, et les travailleurs de l'usine l'ont ressenti comme tel. Mais pour eux, le vrai problème n'est pas celui-là : c'est celui des salaires. S'ils voient bien que les 200 F pour tous sont un gros morceau, les ouvriers de Berliet ne pensent pas que leur mouvement puisse s'arrêter à moins de 100 F d'augmentation par mois.

Pour l'instant, le patron ne propose que 1.100 F de salaire minimum pour 42 heures et la compensation en deux temps, en 1973, de l'heure de réduction d'horaire hebdomadaire.

Ce à quoi Berliet tient surtout, c'est à ce que les deux milliards qu'il débloque soient versés de manière hiérarchisée.

Les travailleurs, eux, refusent de voir les chefs empocher le plus gros de l'augmentation ; et les syndicats ont refusé de céder sur cette question : l'augmentation doit être uniforme.

Et la prime exceptionnelle de 200 F qu'a proposée la commission de conciliation, pour le mois de décembre, ne fait pas le compte.

Ce vendredi 8 décembre, un meeting devant l'usine a rassemblé quatre mille travailleurs. La combativité ne se dément guère, surtout à CD 1. Les syndicats ont de nouveau fait appel à la médiation d'Edgar Faure. On en est là...

Correspondant L.O.

Grévistes à CD 1

Mardi 5, à CD 1, deux chaînes devaient être lockoutés. D'autres gars auraient pu travailler mais on a tous fait grève par solidarité et les bureaux de CD 1 ont été occupés. Il faisait chaud dans les bureaux et les ouvriers se relayaient pour « discuter » avec les responsables de CD 1.

Après le recul du patron sur ses plaintes devant la justice, on pense que ce n'est pas fini. Il faut les 200 F.

Jeudi matin, il y a eu un nouveau débrayage de deux heures, et le rassemblement a eu lieu à CD 1 même. Les délégués ne disaient rien d'autre que ce que disaient les ouvriers.

L'idée générale, c'est qu'on ne veut rien savoir des propositions bidon de la direction, qu'on veut les 200 F.

A CD 1, on est tous allés en masse au meeting des syndicats du vendredi 8. Les chefs commencent à faire leurs petits calculs pour savoir combien ils toucheraient après l'augmentation. Mais il y a deux milliards à partager, il faut les répartir entre les ouvriers seulement. C'est ce qu'on veut.

Correspondant L.O.

Grève de deux heures le 14 décembre dans la Métallurgie parisienne

Les syndicats ne risquent pas grand-chose...

les patrons non plus

LE 14 décembre, les métallurgistes de la région parisienne sont appelés par les cinq syndicats, CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, à une grève de deux heures.

Qu'est-ce qui fait donc une telle unanimité à laquelle les ouvriers n'ont pas été habitués ?

Officiellement, il s'agit, en débrayant le jour de la discussion en commission paritaire, d'agir pour obliger le patronat de la Métallurgie parisienne à augmenter les salaires minima par catégorie, et de lui faire admettre une petite garantie sur la hausse du coût de la vie pour 1973.

Dans la réalité, il s'agit autant pour les syndicats de rappeler leur existence, non pas aux patrons avec lesquels ils ont de nombreuses réunions autour du tapis vert, mais aux ouvriers qui en ignorent tout la plupart du temps.

Et pour ce faire, ils ont choisi le terrain et le moment, de façon à faire courir le moins de risques possible à cette « concertation permanente ». Ils ne risquent guère d'être débordés si peu de temps avant les fêtes de fin d'année.

De plus, la plupart des travailleurs ne sont pas directement concernés, étant largement au-dessus des minima de salaires sur lesquels porte la discussion.

Ce qui est d'ailleurs la conséquence de la politique des syndicats qui, depuis de nombreuses années, préfèrent bavarder avec les patrons plutôt que d'organiser la lutte de l'ensemble des travailleurs pour les revendications qui leur tiennent vraiment à cœur. C'est cette politique qui les a conduits à préconiser la lutte, entreprise par entreprise, voire atelier par atelier, chaque fois que des ouvriers trouvent que la coupe est vraiment trop pleine, mais sans faire le moindre effort, bien au contraire, pour lier ces luttes les unes avec les autres. Quoi d'étonnant dans ces conditions que les salaires prévus par les conventions collectives n'aient plus guère de signification pour la plupart des travailleurs ?

Ils ne restent en vigueur finalement que pour les ouvriers les plus défavorisés, ceux qui sont les plus mal placés pour lutter, particulièrement ceux des petites entreprises, et qui ont encore la malchance de voir leur salaire dépendre des résultats de la prochaine entrevue paritaire pour laquelle les syndicats appellent à débrayer.

Et si, finalement, coincés entre le choix de ne rien faire et celui de suivre un mouvement qui entre si bien dans le cadre de la politique nocive des bureaucrates syndicaux, nous préférons quand même faire ces deux heures de grève, c'est pour affirmer notre solidarité à ces travailleurs laissés pour compte, malgré les syndicats qui sont en grande partie responsables de cette situation, et c'est pour rappeler que la lutte pour une véritable convention collective ne se mène pas autour des tapis verts.

Jean LAMARCK.

Tous au meeting de **Lutte Ouvrière**

" LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES "

Vendredi 15 décembre à 20 h 30

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE 24, rue St-Victor, PARIS-V[e] - Métro Maubert-Mutualité